

cfdt

L'EFFET TALBOT.

ou

LES RAISONS PROFONDES

D'UN CONFLIT



Quand la parole ouvrière arrive à passer à travers les filtres d'un article de presse, d'une caméra de télévision, d'un micro de radio, certains faits disparaissent, des nuances sont gommées, des interventions sont tronquées. Le vedettariat, le sensationnel sont souvent privilégiés : « LA UNE » TUE LA VIE.

Combien n'ont vécu le dernier conflit TALBOT qu'à travers la vision des médias, y compris certains travailleurs de l'usine !

Et pourtant de nombreux militants syndicalistes, des milliers de grévistes l'ont vécu intensément à travers des discussions passionnées, des actions parfois violentes, des désillusions, des espoirs...

Nous avons réalisé cette brochure pour que les travailleurs de TALBOT, mais aussi les travailleurs en général puissent comprendre, mieux se comprendre, mieux agir, mieux lutter ensemble.

C'est ainsi qu'autour d'une analyse précise, vivante, passionnante des origines et du développement du conflit, plusieurs témoignages de travailleurs acteurs directs des derniers événements permettent de recomposer la réalité à travers le vécu, les révoltes, les idées de chacun.

Sont particulièrement précisés :

- *L'évolution des mentalités dans un secteur de l'usine essentiellement français.*
- *Les interrogations sur la meilleure façon de réaliser l'unité des travailleurs, à travers les syndicats, les délégués de chaîne, le comité de grève.*
- *La volonté profonde de nombreux travailleurs de disposer d'un outil syndical combatif, ayant des options claires, au plus près des travailleurs, réellement indépendants.*
- *Les raisons peu connues des départs de militants : CGT vers FO, mais aussi FO vers CFDT, CGT vers CFDT.*

Quelles images garder des événements récents de TALBOT : des activistes du PFN tentant de nettoyer la France ? Des robots tentant de refouler des immigrés dans leur village d'origine ?

Ne s'agit-il pas là d'un miroir déformant tendu par certains, pour nous faire oublier que tout simplement, là comme ailleurs, les patrons tentent de licencier, un gouvernement « gouverne », des travailleurs luttent.

Si l'action des travailleurs de TALBOT doit aider au développement d'une Solidarité Ouvrière plus que jamais nécessaire face à la vaste offensive patronale menée aujourd'hui à travers les restructurations industrielles, alors oui...

VIVE L'EFFET TALBOT



① Peugeot : la saignée!...

C'est le titre du journal « Libération » du 13 juillet 1983...

La veille, en effet, la Direction Peugeot a rendu publique son intention de supprimer plus de 7 000 emplois sur l'ensemble de ses sites!

Elle a, pour son usine Talbot, une attention particulière : elle veut licencier brutalement 2 905 salariés...

La nouvelle éclate donc comme un coup de tonnerre ; elle marque le début de la formidable bataille que vont livrer les Travailleurs et les Syndicats sur le site de Poissy...!

L'annonce du coup de force de PSA n'a pas surpris la section syndicale CFDT de Talbot.

Et sa riposte sera ferme et résolue le 21 juillet, jour choisi par la Direction de Talbot pour informer officiellement, comme le prévoit la loi, le Comité Central d'Entreprise...

Mais avant d'analyser le conflit qui va naître, il convient d'en cerner les causes.

La fusion Peugeot-Talbot

Nous ne voulons pas revenir une nouvelle fois sur le rachat des usines Chrysler Europe par PSA... Ces faits remontent à plus de cinq ans et appartiennent au passé.

Pourtant pour bien appréhender le problème qui sera posé en fin d'année 83 à Talbot, il nous faut revenir en arrière.

Au moins au 20 décembre 1980, jour qui marque la naissance de la Société, SNC Talbot désormais filiale d'Automobiles Peugeot!

Oui, le 20 décembre 1980, Peugeot absorbe Talbot laquelle se trouve liée par un contrat d'affermage qui permet de poursuivre, bien qu'uniquement locataire de l'usine de Poissy, la production des véhicules de sa propre marque.

Simultanément au mariage juridique des deux sociétés, le sort des salariés de Talbot se trouve brutalement scellé.

Ils perdent la plupart de leurs avantages spécifiques en étant, du jour au lendemain, alignés sur les statuts d'origine Peugeot.

Ils touchent le fond quand la retraite Simca, « Pilier Social » de l'usine de Poissy, tombe elle aussi!

Et tout cela, faut-il le rappeler, sans la moindre riposte...!

Le rouleau compresseur est désormais en marche! et il va sévir vite et fort...!

Le chômage technique : arme de gestion

Peugeot peut derechef attaquer gaillardement l'année 1981... Nous prenons brutalement connaissance de ce fléau qu'est le chômage technique.

60,5 jours pour l'ensemble de l'année! Une perte de revenus imposée aux ouvriers de production de plus de 15 %!

Et les effets de cette politique ne vont pas tarder à se faire sentir! Les ventes d'Horizon, de Solara, vont fléchir de façon extrêmement sensible; mais la politique de PSA ne change pas!

Son intention est claire : il faut décourager les acheteurs de Talbot en allongeant les délais de livraison. Elle a même décidé d'arrêter la production de la dernière née, la Tagora, alors que la production de la 604 se poursuit encore...!

L'attitude de PSA par rapport à Talbot n'est évidemment pas dictée par autre chose que le profit.

Si les ventes de véhicules d'origine Peugeot sont privilégiées, ce n'est pas uniquement pour faire plaisir aux travailleurs de Sochaux ou de Mulhouse! C'est d'abord et avant tout pour gagner de l'argent, et les bénéfices réalisés sur les Peugeot sont supérieurs à ceux des Talbot!

Les véhicules Talbot issus de Chrysler sont déjà anciens de conception et les temps de montage en chaîne supérieurs à ceux des véhicules concurrents.

Entre-temps, PSA a décidé de fusionner les réseaux commerciaux Peugeot et Talbot!

Contrairement à ce que beaucoup considéraient comme une énorme erreur, la fusion des réseaux de vente n'en est pas une. Cette démarche a été motivée par les perspectives industrielles tracées pour Talbot; à terme, Poissy doit devenir

un centre de production analogue à celui de Mulhouse.

800 à 900 véhicules/jour avec un effectif de ... à chacun de trouver ...

Et pour ne pas perdre tout le réseau, puisque la production Talbot envisagée ne pouvait le faire vivre, il fallait le fondre lui aussi à Peugeot.

Comme il fallait s'y attendre, bien sûr, les ventes de Talbot fléchirent aussi...!

Et le chômage technique en 82 se poursuivra jusqu'à la naissance de la nouvelle Talbot : La Samba! celle qui n'aura finalement dansé qu'une année, de la faute de ceux qui ont fait le conflit de juin d'après la Direction et les Organisations qui la soutiennent.

A la vérité, la Samba, bien qu'adroitement re-stylisée, a un air de déjà « bien connu » et est vendue trop chère. La Samba se trouvera rapidement en situation très défavorable à l'intérieur même du groupe dès l'apparition de la 205, véhicule plus moderne. Elle sera cannibalisée!

Et survient le premier grand conflit de l'histoire de Poissy

Un conflit qui démarre par des violences... déjà...!

Il est vrai que la Direction Talbot y a mis du sien en voulant chasser les grévistes du B3 en y organisant une opération de nettoyage... déjà...!

Et les grévistes ont répliqué!

Résultat : 53 blessés! que nous mettons au compte de l'irresponsabilité de la Direction Talbot!

Le conflit dure cinq semaines et après une médiation difficile, les ouvriers recouvrent leur dignité! mais ils ne gagneront pas totalement la lutte économique qu'ils ont engagée.

Ils se heurtent déjà aux décisions du Gouvernement qui vient d'ordonner le blocage des salaires. Des 400 F d'augmentation réclamés ils n'obtiendront que la somme de 200 F et encore, elle sera différée de quatre mois.

Néanmoins, l'année 82 s'achèvera dans des conditions meilleures qu'à son début; mais 83 arrive et le chômage technique va de nouveau frapper durement.

La menace se précise

Oui, dès février le chômage technique va sévir de nouveau sur l'usine de Poissy.

Les travailleurs vont le ressentir, après une interruption de six mois, comme étant une remise en compte de leur victoire de juin 1982. Ils se demanderont aussi si les Syndicats qui les ont aidés à se libérer sont bien en capacité de relever le défi qui est lancé par le patron...!

Finalement le principe du chômage technique est quand même accepté et cela, d'autant plus que l'indemnisation a été sensiblement améliorée! De 50 % de leur salaire qu'ils perce-



vaient en 1982, ils toucheront 70 % en 1983.

C'est l'effet incroyablement pervers de ce système et il devient pratiquement impossible de mobiliser contre ce fléau...!

La Direction peut, en toute quiétude, fourbir ses armes...!

Et pourtant la section syndicale CFDT Talbot écrivait le 21 juin 1983 :

« **sureffectif = chômage = licenciements** »

Elle ajoutait : « *Oui aux robots mais s'ils sont placés au service des travailleurs* »

Elle concluait : « *Pour une fois, chez Taibot, soyons les premiers! et dès la rentrée de septembre! Il faut que partout, dans les ateliers et dans les bureaux, la semaine de travail soit réduite à 35 heures...! Il faut que l'emploi soit assuré pour tous...!* »

Oui, nous écrivions cela...! déjà...!

② La CFDT : la mobilisation de tous les salariés est indispensable pour lutter contre le projet de licenciements!

La Direction montre son jeu

Le 21 juillet, devant les locaux où vont se tenir successivement le Comité Central d'Entreprise et le Comité d'Etablissement, la section syndicale CFDT Talbot et le syndicat CGT Talbot ont appelé, chacun de leur côté, tous les salariés de l'entreprise à venir manifester contre le projet de licenciement collectif qu'a concocté la Direction de PSA.

Ces appels sont largement entendus!

Ce sont plus de 5 000 salariés qui sont là et, pour la première fois depuis juin 1982, nous observons la présence de plusieurs centaines de salariés français venus se mêler à ceux qui ont pris l'habitude de se rassembler dès lors qu'il s'agit pour eux de défendre leurs intérêts, en particulier quand ils sont vitaux.

Nous voulons parler, bien entendu, des travailleurs immigrés!

La Direction confirme officiellement qu'elle a l'intention de déposer, à l'issue du délai légal de 1 mois, un projet d'allègement d'effectif basé sur le licenciement de 2 905 ouvriers de fabrication essentiellement, une majorité immigrée, et la mise en pré-retraite de 1 235 autres salariés âgés de plus de 55 ans à la date du 31 décembre 1984. Ces derniers pourront donc bénéficier, avec leur accord, d'une convention FNE qui reste d'ailleurs à négocier.

La Direction veut profiter au maximum de l'effet extraordinairement démobilisateur des congés pour annoncer son sinistre projet.

La section syndicale CFDT sait par expérience qu'il sera difficile durant le mois de vacances de maintenir la pression alors que les congés sont justement faits pour décompresser.

Elle donne néanmoins rendez-vous à tous les salariés en leur

recommandant de se reposer au mieux pour accentuer, dès la rentrée de septembre, la lutte qui doit se poursuivre!

Le gouvernement nomme un expert

Les pouvoirs publics sont bien obligés de prendre acte de l'important mouvement du 21 juillet. Ils sont également forcés de tenir compte du débat qui s'engage autour du dossier Talbot.

S'agit-il d'un licenciement collectif conjoncturel comme l'affirme la Direction ou, au contraire, d'un licenciement à caractère structurel?

Le débat fait rage et la CGT en fait un enjeu. Pour la CFDT, le fait de gagner du temps est important mais si l'issue devait être la même, c'est-à-dire aboutir aux licenciements, nous serions alors passés à côté du vrai problème.

Le Gouvernement, sous la pression de la CGT, nomme un expert, M. Jean Prada, Conseiller à la Cour des Comptes, chargé officiellement de faire un constat de la situation financière et sociale de Peugeot.

Dans les premiers jours de septembre, toutes les organisations syndicales sont reçues par M. Prada.

Au sortir de la réunion que nous avons eue avec M. Prada, notre conviction est faite :

La santé de la Société primera toutes les autres considérations dans le rapport que remettra l'expert au Gouvernement. Bien sûr, il sera fait état du problème posé par les travailleurs immigrés que les patrons sont allés chercher chez eux quand ils en avaient le plus grand besoin mais, le réalisme doit commander...

« En matière d'économie, on ne raisonne pas avec le passé, à peine avec le présent, mais surtout avec l'avenir... » nous dira directement M. Prada.

La Direction confirme son projet

Le 12 septembre, la Direction convoque un nouveau Comité Central d'Entreprise au cours duquel elle va confirmer l'envoi du dossier à l'Administration Départementale du Travail et de l'Emploi.

Elle va pouvoir le faire dans l'indifférence quasi générale. Les journalistes venus nombreux à Poissy ce jour-là, repartiront en estimant faussement d'ailleurs que les O.S. de Talbot ont finalement accepté le sort qui leur est réservé.

La CGT appelle, ce 12 septembre, à un débrayage de deux heures en demandant aux travailleurs de rester à leur poste de travail dans le plus grand calme.

La CFDT fidèle aux engagements contractés le 21 juillet, essaiera vainement d'entraîner les travailleurs et ce sont finalement à peine cent militants qui se retrouveront, seuls et un peu désarmés, devant les locaux du CCE.

Il est clair que ce jour-là, la réplique qui a été donnée n'était pas au niveau du défi lancé!

Le sursis trompeur

Le 12 octobre, la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi fait savoir qu'elle rejette le projet de licenciement déposé le 12 septembre...

Elle motive son rejet en expliquant que l'« Aspect Social » du dossier a été négligé et qu'il est donc insuffisant.

La CFDT, faut-il le rappeler, le jugeait inexistant...!

En fait, le texte de la décision indique clairement qu'il y a acceptation du principe des licenciements.

Pourtant, la CGT va s'emparer de cette décision et en faire une grande victoire. Elle va aller jusqu'à affirmer aux travailleurs dans les ateliers, que les licenciements sont définitivement annulés. Elle trompe ainsi délibérément les travailleurs et continue le développement de sa stratégie... d'ECHEC!

Il sera dès lors, quasiment impossible pour la section CFDT de mobiliser. Les travailleurs sont en effet dans le plus profond désarroi.

Y aura-t-il ou non des licenciements ?

La CGT ne peut pas se tromper ou, en filigrane, nous tromper! se disent-ils.

La Direction, quant à elle, compte-tenu de l'accord implicite de l'Administration, veut aller très vite et, de ce fait, elle soumet de nouveau son dossier à l'Administration le 21 novembre.

Elle a escamoté soigneusement toutes les négociations, en particulier celles qui auraient pu porter sur une possible réduction du temps de travail.

La Direction Talbot a fait miroiter un projet de modernisation sans précédent de l'usine de Poissy, projet qui s'appuie sur le lancement du nouveau modèle.

Elle a organisé une réunion marathon où tous les responsables de l'usine de Poissy plancheront et expliqueront les perspectives de leurs propres secteurs.

A en croire les propos tenus par tous les responsables, la Société se trouverait bien devant un nouvel âge d'or! mais pour l'atteindre, et c'est le message que tient à faire passer la Direction, il faut d'abord licencier.

Les éléments du chantage que l'on sent poindre se mettent en place!

Elle a créé une espèce d'antenne sur Poissy qu'elle baptise B.A.O.R. (Bureau d'Aide à l'Orientation et au Reclassement) théoriquement chargée de susciter et gérer les offres d'emploi, une espèce d'ANPE parallèle.

A la vérité, la Direction Talbot veut faire admettre aux Pouvoirs Publics qu'elle a tout fait pour atténuer les conséquences des licenciements.

Dans l'entreprise elle trouve avec les représentants de Force Ouvrière, un soutien sans réserve.

Les représentants de FO, à l'annonce de la création du BAOR, applaudiront et décideront que la Direction semble bien engagée dans la voie que traçait FO dès juillet!

Nous n'ajouterons pas de commentaires...!

La décision est imminente

La section syndicale CFDT est reçue à sa demande par M. Lagarrigue, Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi, le vendredi 2 décembre. Nous avons demandé cette entrevue car nous savons que la situation de l'usine en ce mois de décembre est particulièrement défavorable à la mobilisation qui risque de devenir nécessaire.

Nous sommes au chômage technique depuis une semaine et la prévision pour le mois est encore de 7 jours supplémentaires. A cela s'ajoute la 5^e semaine de congés placée entre Noël et le Jour de l'An.

En fait, seuls les 8, 9 et 10 décembre seront travaillés par les deux équipes et, si un mouvement devait naître, cela devrait obligatoirement se faire pendant ces trois jours.

Il n'est pas utile de rapporter les propos échangés durant plus de deux heures d'entretien. En revanche, ce qui paraît important c'est d'apprendre de la bouche même du Directeur Départemental que sa décision va être connue rapidement et que

celle-ci va bien sûr prendre en compte la situation financière dramatique de la Société.

M. Lagarrigue nous fait savoir, pour conclure, que la situation de l'emploi en Ile de France est la moins mauvaise au plan National et qu'avec des formations appropriées, un chômeur peut retrouver du travail en six mois en moyenne (au lieu de neuf mois partout ailleurs).

Dès la sortie de notre entretien, nous rédigeons un communiqué de presse qui va bien, comme nous l'espérons, mettre le

feu aux poudres. En substance :

« L'Administration va donner à la Direction Talbot le feu vert pour licencier et, avant le 20 décembre.

Nous appelons tous les salariés de l'entreprise à se mobiliser pour empêcher cette décision. »

Nous fixons également le principe d'une réunion de section pour le lundi 6 décembre au cours de laquelle nous décidons de consulter les ouvriers dans les ateliers!

③ La grève : seule arme pour faire interdire les licenciements!

Le mercredi 7 décembre : La grève démarre dans l'équipe de nuit

Le titre du tract CFDT est sans ambiguïté :

« Il faut passer à l'action »

Plus loin dans le texte, nous précisons : « La section syndicale CFDT réaffirme qu'elle n'admet pas et qu'elle n'admettra jamais les licenciements envisagés comme étant inéluctables. »

Et nous concluons : « *Il faut empêcher maintenant que les lettres de licenciements soient envoyées.* »

Dans les ateliers, c'est l'unanimité. Il faut engager la lutte! Il faut éviter les licenciements!

Faire la grève? Bien sûr! Mais pas deux heures! Il faut la faire pour gagner!

Dès 13 heures, le Syndicat CGT Talbot émettra un communiqué de presse selon lequel il déclare appeler l'ensemble du personnel à la grève pour le lendemain 8 décembre.

Dans l'équipe de nuit, les salariés sont également prêts à la lutte. Ils le sont tellement d'ailleurs que dès 20 heures, ils auront rassemblé tous les chariots élévateurs de l'entreprise dans le B3 et se mettront en grève.

Ces chariots allaient devenir le symbole de la lutte qui s'engageait.

Dès 18 heures, le mercredi 7 décembre, la section CFDT appelait l'AFP et l'ACP pour annoncer la grève pour le lendemain matin.

Jeudi 8 décembre : Non aux licenciements

Dès 6 heures du matin la section CFDT distribue un tract :

« La grève pour gagner...! »

« Nous devons ensemble contraindre PSA à accepter la réduction massive du temps de travail.

L'Administration doit interdire les licenciements! »

Dans les ateliers c'est la fièvre, en particulier dans le B3, haut lieu de la résistance de la grève de juin 1982! Les fenwicks sont tous là, immobiles, inutiles... Et les débats vont bon train. Au local CFDT aussi.

C'est ainsi que nous rencontrons Y. Bongiorno, Délégué Syndical CGT, qui nous déclare que la grève doit être conduite exclusivement par la CGT forte de ses 4 000 adhérents! Que la CGT ne veut pas de « bordel » (sic) et que les travailleurs doivent rester sur les postes de travail prêts à le reprendre.

Nous lui disons très simplement que nous ne sommes plus en 1982 et bien que nous ne représentions que 8 % des voix au 1^{er} collège aux dernières élections, nous n'entendons pas être menés par qui que ce soit! Nous n'avons depuis lors, aucun rapport avec le bureau de la CGT.

Dans les ateliers, il faut s'organiser, il faut se préparer à la lutte!

Et la journée passe très vite. Déjà, les journalistes ont investi le B3 mais ils se presseront surtout du côté du local CGT.

Ils constatent que l'usine est totalement paralysée. Il est vrai que le « kidnapping » des chariots élévateurs y est pour beaucoup.

« En matière d'économie, on ne raisonne pas avec le passé, à peine avec le présent, mais surtout avec l'avenir... » nous dira directement M. Prada.

La Direction confirme son projet

Le 12 septembre, la Direction convoque un nouveau Comité Central d'Entreprise au cours duquel elle va confirmer l'envoi du dossier à l'Administration Départementale du Travail et de l'Emploi.

Elle va pouvoir le faire dans l'indifférence quasi générale. Les journalistes venus nombreux à Poissy ce jour-là, repartiront en estimant faussement d'ailleurs que les O.S. de Talbot ont finalement accepté le sort qui leur est réservé.

La CGT appelle, ce 12 septembre, à un débrayage de deux heures en demandant aux travailleurs de rester à leur poste de travail dans le plus grand calme.

La CFDT fidèle aux engagements contractés le 21 juillet, essaiera vainement d'entraîner les travailleurs et ce sont finalement à peine cent militants qui se retrouveront, seuls et un peu désespérés, devant les locaux du CCE.

Il est clair que ce jour-là, la réplique qui a été donnée n'était pas au niveau du défi lancé!

Le sursis trompeur

Le 12 octobre, la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi fait savoir qu'elle rejette le projet de licenciement déposé le 12 septembre...

Elle motive son rejet en expliquant que l'« Aspect Social » du dossier a été négligé et qu'il est donc insuffisant.

La CFDT, faut-il le rappeler, le jugeait inexistant...!

En fait, le texte de la décision indique clairement qu'il y a acceptation du principe des licenciements.

Pourtant, la CGT va s'emparer de cette décision et en faire une grande victoire. Elle va aller jusqu'à affirmer aux travailleurs dans les ateliers, que les licenciements sont définitivement annulés. Elle trompe ainsi délibérément les travailleurs et continue le développement de sa stratégie... d'ECHEC!

Il sera dès lors, quasiment impossible pour la section CFDT de mobiliser. Les travailleurs sont en effet dans le plus profond désarroi.

Y aura-t-il ou non des licenciements?

La CGT ne peut pas se tromper ou, en filigrane, nous tromper! se disent-ils.

La Direction, quant à elle, compte-tenu de l'accord implicite de l'Administration, veut aller très vite et, de ce fait, elle soumet de nouveau son dossier à l'Administration le 21 novembre.

Elle a escamoté soigneusement toutes les négociations, en particulier celles qui auraient pu porter sur une possible réduction du temps de travail.

La Direction Talbot a fait miroiter un projet de modernisation sans précédent de l'usine de Poissy, projet qui s'appuie sur le lancement du nouveau modèle.

Elle a organisé une réunion marathon où tous les responsables de l'usine de Poissy plancheront et expliqueront les perspectives de leurs propres secteurs.

A en croire les propos tenus par tous les responsables, la Société se trouverait bien devant un nouvel âge d'or! mais pour l'atteindre, et c'est le message que tient à faire passer la Direction, il faut d'abord licencier.

Les éléments du chantage que l'on sent poindre se mettent en place!

Elle a créé une espèce d'antenne sur Poissy qu'elle baptise B.A.O.R. (Bureau d'Aide à l'Orientation et au Reclassement) théoriquement chargée de susciter et gérer les offres d'emploi, une espèce d'ANPE parallèle.

A la vérité, la Direction Talbot veut faire admettre aux Pouvoirs Publics qu'elle a tout fait pour atténuer les conséquences des licenciements.

Dans l'entreprise elle trouve avec les représentants de Force Ouvrière, un soutien sans réserve.

Les représentants de FO, à l'annonce de la création du BAOR, applaudiront et décideront que la Direction semble bien engagée dans la voie que traçait FO dès juillet!

Nous n'ajouterons pas de commentaires...!

La décision est imminente

La section syndicale CFDT est reçue à sa demande par M. Lagarrigue, Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi, le vendredi 2 décembre. Nous avons demandé cette entrevue car nous savons que la situation de l'usine en ce mois de décembre est particulièrement défavorable à la mobilisation qui risque de devenir nécessaire.

Nous sommes au chômage technique depuis une semaine et la prévision pour le mois est encore de 7 jours supplémentaires. A cela s'ajoute la 5^e semaine de congés placée entre Noël et le Jour de l'An.

En fait, seuls les 8, 9 et 10 décembre seront travaillés par les deux équipes et, si un mouvement devait naître, cela devrait obligatoirement se faire pendant ces trois jours.

Il n'est pas utile de rapporter les propos échangés durant plus de deux heures d'entretien. En revanche, ce qui paraît important c'est d'apprendre de la bouche même du Directeur Départemental que sa décision va être connue rapidement et que

Le climat est plutôt bon enfant et la grève semble être ressentie avec sympathie. Comment pourrait-il en être autrement ?

Les O.S. de Talbot sont-ils responsables de la situation ? Qui est venu les chercher chez eux en leur faisant miroiter une existence de rêve en France ? Qui les a exploités durant des dizaines d'années et qui prétend, le jour où la crise sévit, les jeter à la rue ?

Les Patrons et les Organisations qui les soutiennent... !

Et les O.S. le savent bien ; s'ils perdent aujourd'hui leur emploi, ils ne sont pas prêts d'en retrouver un autre !

Aux alentours de 15h30 la section CFDT tient son premier meeting. Elle dira au cours de la prise de parole, que les Pouvoirs Publics doivent tenir compte du mouvement qui vient de démarrer à Poissy et qu'ils doivent, contrairement au 12 octobre dernier, donner une réponse claire au dossier de licenciements !

Les interdire définitivement

Et les cinq cents travailleurs réunis autour du micro CFDT répètent plusieurs fois « *Non aux licenciements !* »

Le meeting fut, faut-il le dire, un succès !

Le secrétaire de la métallurgie CGT, André Sainjon, fera quelques minutes après, son entrée dans le B3. Il prendra presque aussitôt la parole. Il parlera bien sûr du maintien de la marque Talbot, garant de l'emploi sur le site de Poissy. Qu'il faut continuer à y produire des Talbot et que toute la CGT s'associe au combat qui s'engage... !

Les travailleurs constateront, comme le fera la presse, qu'à aucun moment André Sainjon n'aura dit « Non » aux licenciements... !

Le lendemain, vendredi 9 décembre, l'usine de Poissy s'engage vraiment dans la grève.

La section CFDT sait déjà que le combat sera long et c'est pourquoi elle tente tout de suite d'organiser la grève en la dotant de comités d'ateliers (en fait comités de grève).

Cette idée n'est pas vraiment reprise par les travailleurs qui ne sentent pas encore le bénéfice qu'ils pourraient tirer de ces collectifs.

Nous leur disons encore qu'il faut, pour peser sur les décisions, manifester au dehors de l'usine. Là encore, la proposition CFDT ne suscite pas l'enthousiasme.

Les travailleurs et les syndicats décident, en tout cas, de poursuivre l'occupation de l'usine pendant le week-end.

« Il faut garder les Fenwick »

La semaine du 12 au 17 décembre : La grève s'organise

La proposition de manifestation extérieure n'est pas acceptée par les travailleurs. Ils disent qu'une fois de plus les médias ne verront que les immigrés et que les manifestations desserviront le mouvement de grève, ce qui n'est malheureusement pas faux ! En outre, la CGT combat cette idée ; cela lui jouera d'ailleurs un mauvais tour car lorsqu'elle demandera aux travailleurs de venir manifester à Paris devant le siège de l'UNEDIC, elle essuiera un refus à peine poli.

Dans nos interventions pendant les meetings, nous ne manquons pas de souligner :

- que la lutte qui s'engage sera longue,
- qu'elle est en réalité, le point de départ de la réduction du temps de travail ;
- que la réduction du temps de travail constitue la seule réponse au problème des sureffectifs qui partout se pose !
- que la section CFDT n'est pas hostile, au contraire, à la formation des salariés mais que les formations doivent être envisagées uniquement dans le cadre de la continuation du contrat de travail ;
- qu'elle redit « non aux licenciements ! »

Au niveau des meetings, les O.S. se pressent de plus en plus nombreux, en particulier à ceux organisés par la CFDT.

Mais nous devons, comme nous le déplorions déjà en 1982, constater que la grève se fait toujours par délégation.

Les salariés de fabrication touchés par les licenciements sont en majorité en grève ; mais s'ils viennent nombreux le matin pour s'informer, ils repartent chez eux bien vite et, l'après-midi, nous ne nous comptons plus que quelques centaines.

La présence des journalistes se renforce. « Libération » a dépêché plusieurs équipes qui se relaient pour ne rien manquer du conflit. Le journal « Le Matin » fera de même très rapidement !

La section CFDT essaie de populariser la grève.

Une campagne de cartes postales organisée par l'Union Départementale et par l'UPSM (Union Parisienne des Syndicats de la Métallurgie) bat son plein. Plus de 20 000 cartes de soutien reviendront à la section CFDT de Talbot. Nous rappelons que le texte de la carte engage le signataire à soutenir la lutte pour les 35 heures dans sa propre entreprise... !

Le 14 décembre, nous apprenons que le Gouvernement a décidé le principe d'une réunion inter-ministérielle et que le Premier Ministre, Pierre Mauroy, demande que les conclusions des ministres concernés soient déposées sur son bureau.



La section CFDT considère, à juste titre d'ailleurs, qu'il s'agit là d'un premier résultat concret! et elle le fait savoir par son tract quotidien. Elle ajoute : « *Le Premier Ministre doit prendre la seule décision qui s'impose : le refus définitif des licenciements!* »

Le bruit court, le 15 décembre, que le Gouvernement serait prêt à accorder le droit de licencier à PSA si ce dernier ouvrait des négociations à l'intérieur de l'entreprise!

La réponse de la CFDT se veut très claire! Pas question de négocier si PSA obtient le droit de licencier! Il faut d'abord interdire les licenciements et négocier ensuite.

Le titre du tract du 15 décembre est particulièrement éloquent :

**« Négociations : Oui...!
Licenciements : Non...! »**

Elargir la grève

La section CFDT tente, car elle sait bien que c'est vital, d'élargir la grève en la faisant, dans un premier temps, comprendre et accepter.

C'est ainsi que depuis plusieurs jours déjà nous maintenons et développons les contacts avec les professionnels de l'atelier des Presses. C'est le lieu où travaille le plus grand nombre d'ouvriers français.

Le 16 décembre précisément, nous sommes en mesure d'organiser un meeting, et ce meeting, bien que tout à fait improvisé, va attirer l'ensemble des outilleurs et professionnels du B5, au grand dam d'ailleurs des responsables de l'atelier qui se tiendront prudemment à l'écart du rassemblement et qui se verront contraints d'accepter le rôle d'observateur silencieux.

Nous parlerons pendant plus de deux heures : de la situation, des raisons profondes de la grève, des responsabilités de PSA et du Gouvernement et des solutions qui permettraient de pallier les problèmes d'emploi sans licencier : les 35 heures, les formations longues dans l'entreprise, etc...

Puis les questions fuseront! toutes plus intéressantes les unes que les autres. Le débat qui suivra sera tellement animé que nous en oublierons l'heure de la conférence de presse que nous organisons à 10 heures.

En quittant les presses, si nous savions ne pas avoir perdu notre temps, nous étions conscients qu'il fallait partout et autant de fois que nécessaire, tenir les mêmes discours et fournir les mêmes explications.

Malheureusement, nous nous heurterons, la semaine qui suivra, au lock-out imposé par la Direction et nous ne pourrons plus dès lors expliciter nos positions à l'ensemble du personnel.

Forcing de la Direction

La Direction Talbot, depuis le début du conflit, ne s'est pas encore manifestée. Elle décide, le samedi 17 décembre, de passer à l'action. Elle convoque un Comité d'Etablissement exceptionnel au cours duquel elle annonce :

— qu'à compter du lundi 19 décembre, elle suspend le paiement des salaires et invite, bien entendu, l'ensemble du personnel, sauf les cadres et les forfaitaires, à rester chez lui.

En fait, tout en se défendant d'imposer le lock-out, elle l'instaure. Elle assortit sa démarche d'une suppression des investissements prévus pour le nouveau modèle. Elle accuse bien évidemment les syndicats CGT et CFDT d'être responsables de sa décision.

En fait, la Direction, par son attitude, demande clairement au Gouvernement de prendre position en faveur de ses thèses :

« Il faut d'abord licencier et nous pourrons ensuite moderniser. »

Nous dénonçons très vigoureusement la manœuvre de la Direction devant la Presse au sortir de la réunion. Nous n'ignorons pas que la cessation de paiement des salaires fera que, dans les salariés non grévistes, il y aura, comme l'espère la Direction, une réaction d'hostilité.

C'est malheureusement ce qui se passera...

Le Gouvernement dit oui aux licenciements

En fin d'après-midi de ce 17 décembre tombe un communiqué du Gouvernement selon lequel 1 905 licenciements seraient finalement autorisés. Le Premier Ministre devrait, selon la presse, faire une déclaration radio-télévisée.

Et Pierre Mauroy confirmera comme annoncé, que le Gouvernement et PSA ont conclu un accord qui autorise ces derniers à licencier 1 905 salariés. Il ajoute que le plan d'accompagnement, c'est-à-dire l'aspect social du dossier, se trouve très nettement amélioré. Il s'agit, dans son esprit, d'un accord exemplaire.

— Les salariés licenciés bénéficient, selon le Gouvernement, de toutes les garanties pour retrouver du travail.

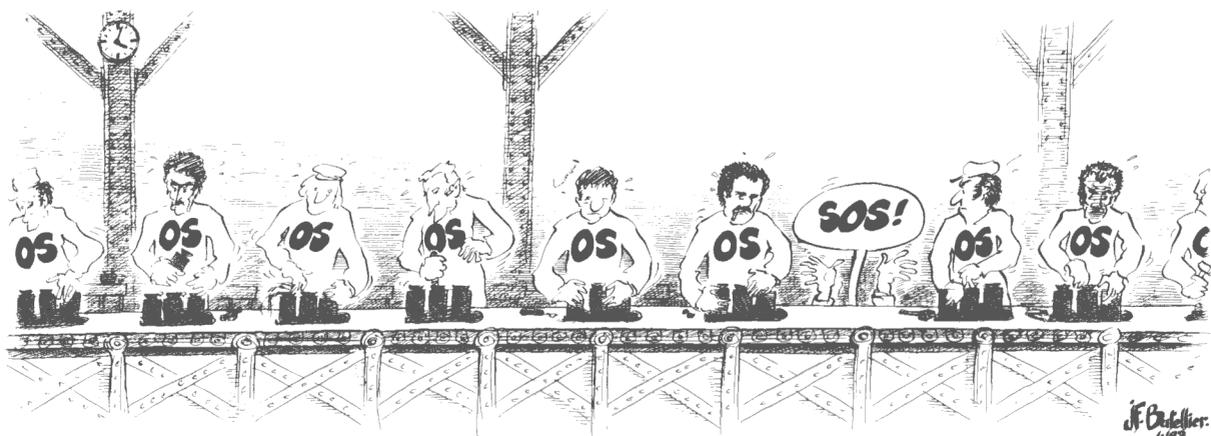
— La Direction Talbot s'engage à verser 20 000 F à toute entreprise qui embauchera un licencié de chez Talbot.

— Les licenciés qui auraient l'intention de créer une entreprise pourront bénéficier d'une remise de 20 000 F sur l'achat d'un véhicule Peugeot!

Immédiatement après la déclaration du Premier Ministre, le téléphone fonctionne au niveau de la section CFDT Talbot. Et il y a unanimité de ses membres lorsque cette dernière passera son communiqué de presse relatif à la conduite qu'elle adopte :

« 7 jours de grève = 1 000 licenciements en moins. Nous continuerons la grève jusqu'à l'annulation des 1 905 restants. »

Le communiqué de la FGM-CFDT (Fédération Générale de la Métallurgie) constatera une avancée mais conclura son analyse en déclarant qu'il appartient aux travailleurs de Talbot de se déterminer.



André Sainjon, Secrétaire de la Fédération de la Métallurgie CGT, lui, dira que cet accord constitue un compromis acceptable, ce qui autorisera la presse du dimanche à titrer qu'à l'usine Talbot les choses devraient normalement s'arranger après l'accord conclu la veille!

C'était sans compter avec les travailleurs!...

Le dimanche 18 décembre, la Direction convoque un nouveau Comité d'Etablissement.

Elle dira qu'elle a pris acte de la décision du Gouvernement et déclare vouloir honorer loyalement sa signature. Elle annule les mesures prises la veille, c'est-à-dire :

— qu'elle demande aux salariés de reprendre le travail dès le mardi 20 décembre;

— et qu'elle fait machine arrière sur la suppression des investissements.



④ Les grévistes et la CFDT : contre les 1 905 licenciements qui sont autorisés!

**Lundi 19 décembre :
il faut continuer l'action!**

La section syndicale CFDT distribue, comme elle le fait chaque jour, un tract et nous écrivons notamment ceci :

« Le Premier Ministre a annoncé samedi dans la soirée que PSA acceptait de diminuer de 1 000 le nombre des licenciements et que l'aspect social du dossier se trouvait nettement

amélioré par rapport aux deux précédents (nous nous demandons à ce propos si le fait de verser 20 000 F aux patrons alentour pour embaucher les licenciés de chez Talbot est bien une mesure à caractère social).

« Nous avons donc concrètement évité 1 000 drames en moins!... Mais n'en resterait-il qu'un seul que la section syndicale CFDT continuerait à se battre de la même manière et

avec le même acharnement qu'elle entend se battre pour ramener le nombre de 1 905 à 0!... car si PSA a été contraint de diminuer le nombre de licenciements, c'est que le rapport de forces sur le terrain était favorable aux travailleurs.

« Il devient donc évident que pour supprimer les 1 905 licenciés qui demeurent, il faut améliorer ce rapport de forces.

Et nous le pouvons!...

« Tous les travailleurs de Poissy souhaitent la fin de ce conflit. La section syndicale CFDT aussi!

« Mais pour y mettre fin rapidement et pour que cette fin soit heureuse,

« Tous les salariés de l'entreprise doivent peser dans la formidable bataille que nous continuons à livrer!

« Cette bataille, nous voulons la gagner! »

Le syndicat CGT Talbot se retrouve devant les travailleurs et doit leur faire savoir sa propre ligne de conduite.

Et cette ligne sera celle définie par André Sainjon au sortir de Matignon. Les propos de Nora Tréhel (Secrétaire de la section CGT) sont accueillis très froidement. Il est clair que le capital confiance qu'elle possédait, énorme, faut-il le rappeler, est en train de fondre!... et très vite!...

Le discours de la CFDT est le même... elle redit NON aux licenciements!

Elle le dit d'autant plus que la mesure de 1 000 licenciements en moins n'est pas compensée par un projet industriel nouveau! que cela est donc la conséquence d'une espèce de compromis qui n'a plus rien à voir avec l'intérêt des travailleurs et ceux-ci ne sont pas dupes!...

Comment pourraient-ils ignorer la réalité : plus de 2 millions de chômeurs en France?

Comment pourraient-ils croire que, brutalement, par un coup de baguette magique, Pierre Mauroy créerait des emplois? Pour des travailleurs immigrés? venant de Talbot!...

Le Gouvernement aurait-il pensé qu'en concluant cet accord avec PSA il pourrait, grâce à la CGT, le faire passer chez les travailleurs?

Le Gouvernement l'a évidemment cru et s'est lourdement trompé...

Peut-être aurait-il pu les tromper sur un sujet mineur, mais pas sur l'emploi. Pas sur un problème aussi vital. En tout cas ressenti comme tel chez les travailleurs.

Le lendemain 20 décembre : Les travailleurs décident de continuer l'action avec la CFDT

Le travail ne reprendra pas à l'usine de Poissy comme l'espérait la Direction. Les travailleurs avec la CFDT en auront décidé autrement.

Ils viendront extrêmement nombreux dans l'usine et seront plus de 4 000 au meeting CFDT quotidien. Ils se rendront compte, comme la presse le sait déjà, que seule la CFDT s'oppose aux licenciements.

Ce mardi, le journal *Le Matin* titre : « **O.P.A. de la C.F.D.T. !...** »

Ce titre éminemment provocateur démontre que désormais la CFDT de Talbot est seule à poursuivre la lutte à Poissy. Le syndicat CGT se désengage de plus en plus du conflit, même s'il essaie de critiquer la pratique de la section CFDT; ses membres ne seraient pas, selon la CGT, suffisamment présents la nuit.

Tout est dorénavant prétexte à critique. Ce qui apparaît clairement, c'est qu'en l'absence de stratégie, la CGT piétine et tergiverse et perd ainsi de plus en plus d'audience.

Les meetings CFDT sont suivis par un auditoire attentif et chaleureux et les débats qui s'ensuivent dans les ateliers, de plus en plus animés et féconds.

Les premières lettres arrivent

Le mardi 20 décembre, les premières lettres de licenciement arrivent.

Le premier qui reviendra vers l'usine est un militant CFDT, sa lettre recommandée à la main. Il est tout à fait désespéré! Il a 35 ans, quatre enfants, analphabète en français.

Il sait déjà qu'en perdant son emploi aujourd'hui, il lui sera pratiquement impossible d'en retrouver un autre. Il le dira! à la télévision, à la radio, aux journalistes de la presse écrite.

Et tous seront émus, quelquefois au bord des larmes, telle cette journaliste de France Inter qui sera contrainte d'abrégé une interview... et l'horrible scénario se poursuivra pendant deux jours.

Les camarades licenciés viendront apporter leurs lettres et les syndicats seront organisés pour les recevoir et les reconforter. Malgré les critères fixés par l'Administration, nous constaterons :

— que les travailleurs arrêtés pour raison d'accident ou de maladie ne seront pas épargnés;

— que des salariés handicapés ou âgés de près de 50 ans seront également frappés;

— que les femmes seules avec plusieurs enfants à charge seront jetées à la rue;

— enfin, une centaine de salariés seront écartés pour des raisons strictement syndicales.

La revanche de juin 1982!

Le 22 décembre, la section syndicale CFDT déclenche deux actions :

- la première dirigée contre PSA ;
- la seconde vers le Gouvernement.

Que faire des lettres de licenciements ?

Les rapports à l'employeur ? C'est ce que fera une délégation de 60 licenciés. Mais l'employeur n'est pas décidé à recevoir les licenciés. Sans doute a-t-il honte ?

La délégation se heurtera aux grilles de PSA à son siège de l'avenue de la Grande-Armée et les lettres de licenciements seront brûlées symboliquement devant la grille abaissée...

Mais brûler plusieurs centaines de lettres n'est pas facile. Il nous faudra plus d'un quart d'heure pour qu'elles soient toutes consumées et, finalement, cela réchauffera les partici-

Avant de pénétrer à Matignon, quelle ne fut pas notre surprise de constater que la CGT nous y avait précédé. Pourtant cette dernière avait critiqué ouvertement cette démarche envisagée par la CFDT en expliquant aux travailleurs que nous nous trompions de porte, qu'il suffisait d'aller à la Préfecture des Yvelines à Versailles ! Pour y quoi faire ? Nous nous le demandons encore !

D'entrée de jeu, nous dirons à M. Cessieux que le Gouvernement doit revenir sur un accord que les travailleurs de Talbot rejettent. Nous lui dirons que le Gouvernement doit annuler les licenciements.

M. Cessieux nous répondra, malgré les arguments que nous développerons pendant l'entretien, que pour le Gouvernement il ne peut être question de renier sa signature.

Nous reparlerons de la réduction du temps de travail. Nous



pants... Les lettres auront au moins servi à quelque chose !

Nous reprendrons notre autocar vers Matignon escortés du commissaire du 16^e arrondissement et, sur place, nous nous heurterons à un nouveau barrage, policier cette fois...

A Matignon, ce fut difficile. Il nous faudra négocier la composition de notre délégation pendant plus de deux heures pour être reçus par M. René Cessieux, Directeur de Cabinet de Pierre Mauroy. Nous obtiendrons finalement satisfaction : six membres de la CFDT dont deux licenciés verront M. Cessieux.

redirons que les travailleurs ne croient pas à la réinsertion, même après formation, s'il n'y a pas de garanties écrites du Gouvernement !

Nous retraçons l'histoire de Talbot après son absorption par Peugeot. Nous condamnons une nouvelle fois le fait de prendre des travailleurs immigrés comme boucs émissaires des difficultés traversées par Talbot et nous rappelons que ceux qui prétendent les mettre à la porte aujourd'hui sont ceux qui allaient les recruter jusque dans leurs villages !...

Nous repartons de Matignon sans rien d'autre que l'assurance d'un non-retour en arrière du Gouvernement!...

En fait, il nous sera proposé une espèce de réunion tripartite destinée à améliorer l'aspect social de l'accord.

La section CFDT se voudra très claire dès le lendemain :

Elle expliquera que négocier dans ces conditions c'est accepter les 1 905 licenciements; elle décidera d'y envoyer un observateur muet, uniquement chargé de rapporter les propos des uns et des autres.

Dans les ateliers le langage de la section CFDT s'est aligné sur l'actualité. Nous exigeons maintenant l'annulation des licenciements!

Chez les grévistes, après le lâchage de la CGT, le flottement est nettement perceptible.

Il y a ceux qui pensent que quoi qu'on fasse les licenciements ne pourront pas être évités. Ces travailleurs sont, bien entendu, influencés par le bureau de la CGT Talbot qui a intérêt à faire passer ce message et démontrer que la lutte est vaine.

Il y a ceux qui doutent et qui commencent à désespérer. Ceux-là sont légion! Ils constatent que la désunion syndicale est telle qu'elle aura forcément des conséquences sur l'issue de la lutte et que déjà, elle dessert gravement l'intérêt des travailleurs.

Il y a ceux, enfin, qui n'entrevoient comme seule issue que celle constituée par le retour au pays.

Ils vont bientôt trouver quelques-uns de leurs caramades qui s'exprimeront en leur nom et qui tiendront entre Noël et le Jour de l'An une conférence de presse.

Juste avant que ne commence la « Trêve de Noël », la Direction Talbot provoquera une réunion importante, même si les participants ont pu la croire, dans un premier temps anodine.

La Direction fera savoir qu'elle envisage de faire travailler, pendant la 5^e semaine de congés, environ 500 salariés lesquels se verraient confiés des tâches d'entretien destinées à remettre l'usine en « ordre » pour assurer la reprise de janvier.

Lundi 26 décembre : Malgré les congés payés l'occupation de l'usine se poursuit

C'est le début de la 5^e semaine de congés payés. C'est aussi le 19^e jour d'occupation de l'usine.

La section CFDT craignait, avant que ne commencent les vacances, une certaine désaffection de la part des grévistes.

Il est clair, dès le lendemain du 26 décembre, que nos craintes n'étaient pas fondées.

Les ouvriers viennent presque aussi nombreux que la semaine

précédente. Ainsi, le midi, c'est 1 500 sandwiches qu'il faudra préparer.

Le local CFDT se voit donc obligé d'ajouter une nouvelle fonction à son service. Après celles de local syndical, d'imprimerie, de salle de presse, de dortoir, de permanence, de standard téléphonique, le voici transformé en cuisine et en restaurant!

La réunion tripartite

Le mercredi 28 décembre, la réunion tripartite annoncée par le Gouvernement se tiendra à partir de 8 h 30 à la Préfecture de Versailles. Cette réunion sera présidée par le Préfet lui-même.

La section avait clairement annoncé que cette réunion ne pourrait rien apporter et qu'elle s'y rendrait, uniquement en observatrice.

Nous avons, bien sûr, saisi l'opportunité de redéclarer notre hostilité aux licenciements et exiger de nouveau leur annulation. Nous avons, faut-il le répéter, été les seuls à tenir ce discours!

Tous les participants, la Direction, les Organisations et l'Administration, étaient venus en fait pour trouver les solutions qui auraient permis de mettre les salariés à la porte de l'usine sans provoquer de désordres.

La CFDT seule n'avait pas abdiqué! et à 10 heures très précises, alors que le Tribunal de Versailles nous convoquait pour occupation illicite de l'usine de Poissy sur plainte de la Direction Talbot, nous déclarions que nous ne pouvions pas poursuivre une réunion avec la Direction Talbot alors que dans le même temps, elle nous assignait devant le Tribunal.

Le jeudi 29 décembre, la section CFDT décide d'assurer le « Service d'Ordre » aux accès de l'usine et notamment à la porte côté Poissy.

Son but est simple, elle veut dissuader de travailler les salariés convoqués par la Direction pour briser la grève.

Les militants CFDT décideront d'empêcher l'entrée des véhicules dans l'usine mais ne s'opposeront à aucun moment, à l'entrée des salariés eux-mêmes.

En revanche, à l'aide de hauts-parleurs, nous dirons à ceux qui sont convoqués les raisons pour lesquelles il faut refuser de travailler et donc de « collaborer » avec la Direction contre les grévistes.

La Direction, pour des raisons éminemment tactiques, a décidé de regrouper le personnel à l'atelier de l'ENTRETIEN GENERAL, et nous pourrons ainsi intervenir devant l'ensemble des salariés.

Une cinquantaine de siffleurs tentent de nous empêcher de parler mais, rien n'y fera et nous dirons quand même nos

positions.

Une heure après nous verrons plusieurs « colonnes » sortir de l'atelier et se rendre, sous la conduite de leurs directeurs respectifs vers les ateliers de la Mécanique, de la Scellerie et des Presses.

La « colonne » qui viendra vers le B3 se heurtera aux militants de la CFDT qui refuseront de la façon la plus nette l'accès du bâtiment .

Il faut, bien sûr, expliciter les raisons qui nous ont conduit à adopter cette position.

En premier lieu, la section CFDT ne voulait pas que l'usine puisse être mise en posture de redémarrer début janvier, tant que les licenciements seraient maintenus.

En second lieu, autoriser l'accès du B3, seul bâtiment réellement occupé massivement, aurait constitué pour les travailleurs, un véritable défi.

Et nous ne craignons pas de dire que nous avons évité, par notre attitude, des affrontements.

Vendredi 30 décembre : 800 CRS dans l'usine

Alors que les préparatifs du réveillon de la Saint-Sylvestre dans l'usine vont bon train, la Confédération CFDT décide assez soudainement il faut bien l'avouer, de prendre part au conflit.

Depuis le 7 décembre, les structures CFDT, le Syndicat, l'Union Départementale et l'UPSM, sont dans la lutte que mènent les travailleurs de la section CFDT.

La Fédération de la Métallurgie elle-même, en venant plusieurs fois à Poissy, a montré qu'elle soutenait la section Talbot .

La Confédération décide donc de tenir une conférence de presse à 16 heures, au siège de l'Organisation.

Toutes les structures de la CFDT y seront présentes et la section Talbot y participera de façon active.

Edmond Maire dira que les méthodes des patrons et du Gouvernement doivent changer,

- que nous ne sommes plus au siècle dernier,
- que les syndicats doivent être associés aux décisions en participant aux négociations et,
- que c'est bien le seul moyen qui puisse garantir en aval, l'accord des salariés,
- que justement la façon d'agir d'un patronat rétrograde à Talbot a provoqué la légitime révolte des travailleurs.

Edmond Maire, enfin, par ses propos, soutiendra très nettement la position défendue par la section de Talbot depuis des mois.

Le vendredi 30 décembre, la Direction a convoqué une réunion pour une nouvelle fois y dénoncer les « violences » commises par la CFDT.

Depuis quelques jours déjà, c'est le nouveau slogan!

La CFDT est « belliqueuse et violente »!

Ces accusations sont d'ailleurs reprises par l'ensemble des organisations présentes à la réunion.

En vérité, la Direction Talbot avance ses pions très habilement. Elle développe une stratégie de tension qui la dépassera d'ailleurs dans la semaine qui suivra.

Dans la soirée, nous apprenons que l'intervention des forces de l'ordre est possible. Cette information nous sera confirmée aux alentours de 0 h par la Préfecture.

Et de fait, à 2 h du matin, les CRS (environ 800 hommes) pénètrent dans l'usine et, curieusement, un incendie se déclare au bâtiment des Presses lequel, il faut le dire, a été évacué par les grévistes pour se regrouper dans le B3 depuis près de deux heures.

Nous négocions avec les forces de l'ordre notre sortie puisqu'il nous est intimé l'ordre d'évacuer; ce que nous ferons, après avoir protesté, une heure plus tard. Et nous sortirons du B3 en manifestation!

Deux ouvriers grévistes resteront endormis dans l'usine et sortiront aux alentours de 6 heures du matin très choqués de constater que, pendant leur sommeil, les grévistes ont évacué l'usine et que cette dernière est occupée par les CRS.

Nous rassemblerons, au niveau de l'Union Locale, tous ceux qui ne pourront pas rentrer chez eux faute de moyens de transport.

Il n'y aura donc pas eu de Réveillon dans l'usine!

La Direction voulait reprendre les choses en mains! Le Gouvernement, en faisant évacuer l'usine, lui permet de tout mettre en œuvre pour faire redémarrer la production le 3 janvier!

La stratégie de la Direction : Une stratégie de TENSION!

Depuis le début du conflit, comme elle le faisait déjà en 1982, la Direction ne joue que sur la division du personnel.

Dans le présent conflit, elle se rend compte depuis le début que celui-ci est admis par l'ensemble des salariés.

Pour les salariés, il est normal que les gens menacés de licenciements se battent pour garder leur emploi.

Après quinze jours d'interruption de production, elle décide une première fois la suspension de paiement des salaires. A quelques jours de Noël, le personnel admettra très mal ce type de mesure.

La Direction continuera son « forcing » en faisant planer le doute quant à l'avenir du centre de Poissy.

C'est ainsi qu'elle va utiliser à fond le vide juridique créé par la fin du contrat d'affermage qui liait Talbot SNC à Peugeot.

Tous les salariés de Poissy ont eu peur de cette éventualité d'autant plus que dans le même temps, la section CFDT était qualifiée de « jusqu'aboutiste », « irresponsable », « maximaliste », « extrémiste », etc. Autant de qualificatifs qui renforçaient la possibilité pour la section CFDT « d'aller trop loin ».

Début 1984 : Les Travailleurs, avec la CFDT, poursuivent l'épreuve de force !

Le lundi 2 janvier, l'usine est théoriquement close ; pourtant la Direction fera venir travailler plus de 5 000 personnes en les avertissant individuellement.

De façon à maintenir la pression et montrer notre volonté de voir se poursuivre la grève le 3 janvier, la CFDT tiendra un meeting devant la porte de l'usine côté Poissy. Les travailleurs y seront très nombreux, malgré le froid intense.

Nous leur dirons qu'il faudra, dès le lendemain 3 janvier, poursuivre le mouvement pour faire annuler les licenciements.

Et les travailleurs poursuivront la grève !

Mardi 3 janvier : Les premières provocations !

Le mardi 3 janvier, plusieurs milliers d'ouvriers pénétreront dans une usine flambant neuf !

Tout a été repeint et rien ne pourrait faire croire que le B3 a été le théâtre d'une lutte vieille d'un mois.

La poursuite de la grève est immédiatement décidée par les travailleurs. Les plus résolus d'entre eux décourageront les quelques ouvriers qui voudront rejoindre leur poste de travail.

La CFDT tiendra son meeting désormais classique, devant plus de 4 000 ouvriers. Les travailleurs acclameront les orateurs qui se succéderont.

L'idée du Comité de Grève émise par la section CFDT dès le démarrage du mouvement sera reprise dans la matinée.

La CGT, en la personne de Nora Tréhel, prendra la parole et après avoir fustigé la Presse et la Direction, elle attaquera de façon très véhémement la section CFDT en rejetant toute la responsabilité de la situation sur cette dernière.

Il n'y aura plus désormais de meeting CGT dans l'usine !

En effet, c'est sous les hurlements et les insultes des travailleurs, que Nora Tréhel continuera très courageusement, il faut

le dire, à expliquer que la ligne de la CFDT est contraire à l'intérêt de ces mêmes travailleurs et qu'il leur faut accepter l'accord, même s'il n'est pas parfait, conclu entre PSA et le Gouvernement.

La grève bascule complètement.

Dès lors, les militants CGT se retireront des ateliers et laisseront assumer entièrement à la CFDT les provocations qui naîtront dans la matinée même. Elles seront très nombreuses. Simultanément elles éclatent au B2 et au B5.

Il est vrai que les grévistes n'acceptent toujours pas de voir des camarades immigrés travailler et finalement réduire à néant tous les efforts et sacrifices qu'ils s'imposent.

Brusquement les travailleurs décideront de reconduire les chariots élévateurs vers le B3.

Aux alentours de midi, les « otages roulants » sont pratiquement tous concentrés au B3.

Malheureusement, dans l'après-midi, nous constaterons que beaucoup de travailleurs sont rentrés chez eux ; et le soir, nous nous verrons contraints de quitter l'atelier.

Les non grévistes se sont rassemblés dans le B3 et un groupe beaucoup plus important que les grévistes (nous sommes alors 200 environ) se trouve à quelques mètres de la salle de repos, haut lieu de la grève.

Dans ces conditions et afin d'éviter tout incident, la section CFDT, après plus de deux heures de discussions avec les travailleurs les convaincra qu'il est préférable d'opérer un repli stratégique. En revanche, nous leur demandons de poursuivre la grève dès le lendemain matin.

Mercredi 4 janvier : Le climat de violence se développe !

Dès l'entrée dans l'usine à 6 heures du matin, le climat de violence qui va s'instaurer est déjà perceptible.

Un groupe important de non grévistes occupe le B3 et s'est rassemblé devant l'escalier principal qui mène aux vestiaires.

A 6 h 30 des hurlements retentissent au haut de l'escalier. Quelques non grévistes essaient de « kidnapper » le mot n'est pas trop fort, le secrétaire du syndicat Métaux CDFT et la dizaine de grévistes qui se trouve avec lui répliquera en jetant sur les assaillants des poubelles en métal.

Le ton est malheureusement donné. Les incidents vont se multiplier pendant toute la matinée.

Nous croyons pouvoir affirmer que le « molestage », manqué d'ailleurs, de D. Richter est à l'origine des violences !

Aussitôt après le meeting quotidien, les militants CFDT se disperseront dans les ateliers pour y empêcher les affronte-

ments: c'est à l'atelier peinture que l'atmosphère sera la plus chaude.

Au ferrage, nous éviterons de peu un affrontement qui aurait pu avoir des conséquences incalculables. Deux groupes antagonistes de plus de 300 salariés chacun se défieront autour d'un fenwick subitement devenu un enjeu considérable.

C'est seulement après avoir obtenu l'engagement formel du directeur du ferrage sur la non utilisation du fenwick que les salariés accepteront de se disperser.

Dans l'après-midi, le scénario de la veille se reproduisit.

Bien que plus nombreux, nous décidâmes de quitter l'atelier mais néanmoins résolus à y revenir le lendemain.

La proposition de la CFDT :

Pour la première fois depuis le début du conflit, nous sommes contactés par la Direction Talbot dans la matinée de ce mercredi.

Après une bonne heure de discussion, la Fédération de la Métallurgie et la section CFDT proposeront le compromis suivant, de nature, selon nous, à débloquent le conflit :

— placer les salariés licenciés en chômage technique le

temps qu'il faudra pour trouver les solutions qui permettront d'éviter la totalité des licenciements, en clair, pallier le problème d'emploi posé à Poissy par :

- départs volontaires et substitutions, c'est-à-dire remplacement des salariés licenciés,
- engagement des discussions de la Branche Automobile sur les 35 heures, comme le demande Pierre Mauroy,
- discussions avec le Syndicat sur le partage des productions au niveau du Groupe.

Nous disons à la Direction que ces propositions sont acceptables et permettraient le cas échéant, la reprise du travail.

Une heure plus tard, la réponse tombait : NON!

« Vous pouvez aller manifester devant PSA ou Matignon si vous le voulez mais nous vous confirmons que nous ne discuterons pas davantage ici ! »

Nous décidions en tout début d'après-midi, de rendre publique notre proposition et nous tenions pour ce faire, un meeting d'information.

Les grévistes approuvèrent avec enthousiasme notre proposition. Nous espérions alors qu'une intervention des Pouvoirs Publics pourrait se produire. Il n'y aura pas d'écho hélas à cette ouverture.



Jeudi 5 janvier...! Les commandos CSL-PFN tentent de nettoyer le B3.

Faut-il rappeler que ce fut le jeudi noir...

C'est miracle si ce jour-là, à la suite de la vague de violences qui allait déferler sur l'usine de Poissy, nous n'avons pas eu à déplorer de morts.

Contrairement à la veille, la rentrée des travailleurs se fera sans aucun problème. La section CFDT distribuera son tract engageant les ouvriers à poursuivre leur action dans le calme.

Dans le B3 pourtant, la colère gronde; les travailleurs injurient copieusement les journalistes et en particulier, les caméramen de la télévision. Nous interviendrons pour que soient évités des incidents entre grévistes et journalistes.

La veille en effet, les chaînes de télévision ne montraient que les grévistes lanceurs de boulons!

C'est très précisément au moment où nous appelions au calme que se produisit l'attaque des « commandos » CSL appuyés par des éléments extérieurs. Une attaque quasiment militaire qui fera refluer précipitamment quelques dizaines de grévistes.

Il fallait éviter les contacts physiques entre les grévistes et les assaillants, c'est pourquoi nous mimes en batterie les lances à incendie; un cordon de sécurité composé de militants se forma spontanément pour que la légitime riposte des grévistes ne débouche sur des corps à corps.

Nous ne pourrions malheureusement pas être partout à la fois dans le B3 et nous n'éviterons pas les 50 blessés.

Devant l'ampleur des événements qui étaient en train de se dérouler, ce qu'il convient d'appeler une mini guerre civile, qu'elle devait être l'attitude d'une organisation responsable?

Nous avons jugé à « chaud » qu'il fallait placer les Pouvoirs Publics devant leur responsabilité et avons demandé l'intervention des forces de l'ordre pour éviter le pire, ce qui soulèvera les polémiques que chacun connaît.

Il s'avèrera le lendemain, que d'autres organisations avaient fait de même...tout en critiquant ironiquement la position de la CFDT.

Dans le B3 les choses allaient en s'arrangeant et la riposte des grévistes fit reculer les assaillants qui durent finalement quitter le bâtiment.

Le siège du B3 devint une réalité!

A l'intérieur, nous fortifiâmes les accès; il deviendra dès lors, très difficile aux assiégeants de tenter de pénétrer dans l'atelier.

Seul, un commando d'une vingtaine d'individus complète-

ment fanatisés, essaiera de pénétrer dans l'atelier mais se verra contraint de refluer devant l'ardeur et la détermination des assiégés.

Les forces de l'ordre arriveront vers 10 heures sous les applaudissements des assiégeants qui entonneront la « Marseillaise ...!

Les CRS contiendront le noyau dur de la CSL renforcé en la circonstance, par des éléments du PFN (qui avaient déclaré par un tract distribué le matin même, leur intention de nettoyer l'usine de Poissy...!) d'environ 300 existés dangereux.

Et viendront les injures racistes et les appels au meurtre :

« *LES ARABES AU FOUR, LES NOIRS A LA SEINE...* »

Les négociations avec l'envoyé du préfet commenceront presque aussitôt. Le commissaire nous fera savoir que nous devons quitter l'usine par la sortie côté Achères. Nous lui répondrons que notre sortie ne se ferait que par la porte de Poissy après que la CSL se soit entièrement dispersée. Nous ne voulions pas sortir sous la protection des CRS. Nous n'en avions point besoin!

Dans l'après-midi, il devint de plus en plus évident que sans la présence du préfet lui-même à Poissy, nous n'aboutirions pas à un accord et nous demandâmes donc officiellement que le préfet vienne en personne pour négocier.

Curieusement, la CGT fera sa réapparition! pour négocier la sortie du B3 alors que depuis près d'une semaine elle n'est plus dans la grève!

Aux alentours de 18 heures, nous apprenons que le Ministre de l'Intérieur envoie un émissaire, M. Souterenne, pour négocier la sortie des travailleurs. Dès son arrivée, la CFDT l'accueillera. M. Souterenne déclarera qu'il doit voir M. Gutteriez, de la CGT, et qu'il est disposé à nous voir après son entrevue.

Un bon quart d'heure plus tard, Nora Tréhel flanquée des responsables régionaux et départementaux de la CGT Métallurgie se dirigera vers la sortie côté Poissy et invitera les O.S. à quitter l'atelier en déclarant qu'elle a reçu toutes les garanties du Gouvernement.

La section CFDT réagira immédiatement! Elle demandera aux travailleurs de ne pas sortir aussi longtemps qu'elle n'aura pas reçu les assurances d'une sortie digne.

La CFDT qui mène la grève depuis plus de 3 semaines, on le lui reproche d'ailleurs assez, veut assumer son rôle jusqu'au bout.

Nous voyons donc M. Souterenne quelques instants plus tard et nous lui dirons très précisément notre façon de penser, sans aucun ménagement!

A 19 heures, nous quitterons le B3. Quelques dizaines de non grévistes encore présents resteront ahuris en voyant défiler 2 000 grévistes devant leurs yeux alors que depuis le matin,

on leur faisait croire qu'à l'intérieur du B3, il n'y avait que 300 existés!

La CGT sortira en tête et à la télévision on ne verra qu'elle; pourtant sous la banderole CGT, il n'y aura que 50 militants. Les O.S. seront avec la CFDT.

Nous tiendrons un meeting pendant près de deux heures devant la mairie de Poissy, Nous serons d'ailleurs rejoints par

200 camarades militants de la CFDT qui s'étaient rendus devant le siège de PSA le même jour à 18 heures.

Ce fut un rassemblement dont tous les participants garderont le souvenir.

Nous avons répété ce soir-là, que la lutte devait continuer! et de fait, elle continue aujourd'hui encore...!



La CFDT obtiendra pendant le week-end, le principe d'une négociation **tripartite** Pouvoirs publics, Direction Talbot et Syndicats et le concours des instances de l'ANPE et de l'APFA (organisme public de formation des adultes).

Le 8 janvier, la Fédération de la Métallurgie CFDT organisera une conférence de presse au cours de laquelle elle déclarera que la grève est suspendue.

Une première réunion tripartite s'est tenue le 11 janvier et ne débouchera pas sur des résultats positifs. En revanche, le problème des réinsertions et des formations était enfin posé clairement.

La seconde réunion a permis d'aller nettement plus loin. Peut-être la présence de 200 licenciés venus manifester avec la section CFDT y a-t-elle été pour beaucoup.

Durant cette révision, en effet, des perspectives enfin étaient tracées pour les plans de formation. Nous constaterons, en particulier, la prise de conscience des pouvoirs publics et de

l'APFA vis-à-vis des besoins et du potentiel des salariés licenciés.

Il reste encore beaucoup à faire :

Notamment sur les substitutions et sur l'aide aux retours.

Et nous nous y employons.

Comme nous le faisons depuis le 5 janvier en organisant avec les camarades licenciés, avec le concours du Syndicat national Travail-Emploi CFDT, des assemblées générales chaque mardi à l'Union locale de Poissy.

Cette aide aux travailleurs licenciés est en fait permanente. Chaque jour, ils sont nombreux à venir prendre les informations ou demander notre aide pour, ne serait-ce que remplir les formulaires administratifs.

La section CFDT refuse la rupture entre les travailleurs licenciés et les travailleurs actifs. Nous devons tous lutter ensemble! **Notre action s'inscrit dans le droit fil de l'effet Talbot.**

Bilan et perspectives

Le moment est maintenant venu de dresser le bilan de la grève.

Notre volonté est de le faire le plus honnêtement possible.

A l'intérieur de l'usine

Nous ne pouvons pas crier victoire et, si nous ne ressentons pas la grève comme une défaite, nous estimons qu'il y a échec partiel.

Il y a en effet, échec dans la mesure où nous n'avons pas pu ou su remettre en cause à Poissy le principe même des licenciements autoritaires décidés par le patron PSA et finalement approuvés par l'Administration.

Il est vrai que notre lutte a débouché sur le sauvetage de 1 000 travailleurs mais, n'oublions pas que cette concession du patronat n'avait d'autre but que de permettre aux Pouvoirs Publics d'autoriser en conscience les 1 905 restants!

Il s'agit donc bien du résultat d'un mauvais compromis, d'autant plus mauvais que notre syndicat n'a été, à aucun moment, associé aux « négociations » ce qui ne semble pas être le cas pour tous!

Reclassement et formation

Au chapitre des reclassements là encore, le bilan est triste.

Après deux mois, une dizaine de travailleurs sont en posture d'être reclassés par l'ANPE. Pourtant, pendant le conflit, nous étions traités d'irresponsables lorsque nous disions qu'il ne fallait croire ni la Direction ni l'Administration Départementale quand elles évoquaient les possibilités réelles d'en reclasser plusieurs centaines...!

Sans formation appropriée, les travailleurs de chez Talbot ne trouveront pas de travail, cela apparaît assez clairement!

C'est pourquoi, à l'intérieur de la négociation tripartite, nous pesons de tout notre poids pour faire en sorte que les stages de formation envisagés ne soient plus le « parking à chômeurs » trop connu.

Nous avons obtenu un premier résultat. Des stages spécifiques de longue durée qui vont toucher plus de 500 salariés sont mis en place.

Pour la première fois, il sera tenu compte des besoins et du potentiel des travailleurs touchés par les licenciements.

Ils apprendront un peu de français, de calcul, de législation et acquerront les connaissances nécessaires aux rapports avec les différentes Administrations.

Nous avons suggéré, et l'idée fait son chemin, que pour éviter le phénomène de lassitude qu'entraîne automatiquement la longueur des stages, que soit mise en place une alternance stage-travail.

Pour tous les autres travailleurs licenciés, l'AFPA a dégagé 1 000 stages environ qui débouchent pour la plupart sur des professions qualifiantes.

Mais il ne faut pas rêver! les travailleurs ne sont pas encore reclassés!

Il appartiendra au groupe technique de suivre l'évolution de ces stages et de s'assurer de leur efficacité.

Le principe du groupe de suivi, dont les syndicats feront partie, a été lui aussi acquis au niveau de la négociation tripartite.

Retour au pays et substitution

La position de la section CFDT sur le problème des retours au pays se veut sans ambiguïté.

— Nous disons oui au retour au pays basé sur le volontariat exclusivement.

— Nous disons oui au retour au pays si la décision est prise par rapport à un choix; c'est-à-dire en clair, que ce retour ne constitue pas la seule solution possible.

Nous estimons d'autre part, que ces retours doivent être garantis par des accords d'Etat à Etat.

Il faut aussi considérer les revendications des travailleurs :

— certains veulent apprendre un métier avant de repartir chez eux; c'est une demande légitime que nous nous devons de satisfaire.

— certains autres souhaiteraient repartir avec un pécule dont le calcul serait basé sur l'ancienneté, les cotisations aux caisses de retraites et l'usure physique provoquée par la nature même du travail à la chaîne; la somme résultante reste évidemment à fixer pour chacun des cas.

— d'autres encore souhaiteraient après leur réinstallation dans leur pays, toucher un jour leur retraite comme s'ils l'avaient eue en restant en France. Là encore, ces demandes sont justifiées.

Pour conclure, nous dirons que « l'enveloppe » des accords qui pourraient être conclus doit être suffisamment large pour que tous les travailleurs y trouvent effectivement la solution à leurs problèmes.

Pour ce qui concerne le principe de substitution, notre position découle de la même analyse. Si nous admettons les départs

volontaires, il faut, dans le même esprit, pour ceux qui n'ont pas l'intention de repartir, donner la possibilité de rester et de vivre en France.

Les volontaires non licenciés doivent donc venir en substitution aux licenciés qui veulent demeurer en France!

Ce principe a d'ailleurs été officiellement admis par PSA et le Gouvernement. En effet, la possibilité de 50 recours dans ces conditions, a été approuvée.

A ce jour, 15 salariés seulement se sont portés volontaires pour remplacer leurs camarades licenciés.

Il est logique que ce nombre soit très faible puisqu'il n'y a pas encore de définition claire de l'aide au retour.

L'effet Talbot

Si nous ne considérons pas les résultats acquis chez Talbot comme une victoire, à l'extérieur en revanche, nous constatons que l'influence du conflit se fait particulièrement sentir.

Il ne se passe pratiquement pas un jour sans que Talbot ne serve de référence.

Nous sommes presque tentés de dire que finalement, le Pre-

mier Ministre avait raison le 17 décembre quand il annonçait que l'accord Gouvernement-PSA était « exemplaire ».

C'est effectivement l'« exemple » à ne pas suivre!

Nous sommes de plus en plus persuadés que les « restructurations » et les « mutations technologiques » ne se feront pas sur le dos des travailleurs et cela, grâce à l'action des ouvriers de Talbot et il faut l'avouer, aux prises de positions nettes de la CFDT.

Les licenciements ne peuvent pas régler les problèmes d'emploi!

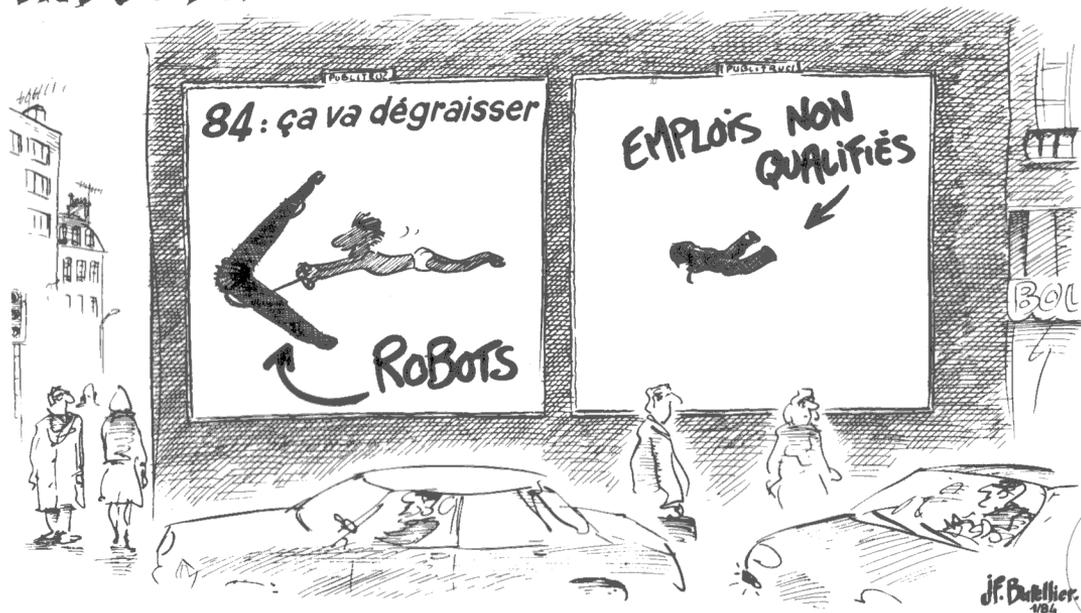
Ce postulat doit être appliqué partout...

Si la crise fait qu'il y a moins de travail, il faut le partager entre tous; il faut parvenir aux 35 heures sinon, nous risquons de mettre en péril, comme cela est le cas, les grands équilibres de l'Etat lui-même!

En effet, si le nombre des cotisants à la sécurité sociale ou à l'UNEDIC diminue encore, il faudra, pour ceux qui travaillent, payer davantage encore...!

Alors, halte au chômage! c'est un véritable fléau qu'il faut combattre aussi par ce qu'il atteint directement la dignité même de celui qui en est frappé!

INDUSTRIE AUTOMOBILE



Démocratie. Unité et comité de grève.

D. B. est ouvrier au B2. Entré chez Simca en 1969, il est P2 après l'attente classique que tout Marocain doit subir. En clair, plusieurs années. Il est Marocain.

S. B. travaille au B3 comme P3. Comme D.B., il a rejoint la CFDT lors de la grève de juin 1982 après des années de révolte contre le système Simca.

D. G. est Français. Il est technicien au B5. Il est entré chez Simca en 1966. Il adhère à la CFDT en 1983. Il est aujourd'hui un des animateurs de la section.

J.-P. N. est cadre aux études. Entre dans la société en 1956. Il adhère à la CFDT en 1981.

■ Sauf J.P.N., ils ont été tous adhérents forcés à la CFT à l'embauche. Ils expliquent aujourd'hui comment ils ont vécu et analysé le conflit et comment ils voient la construction de la section CFDT.

D. G. : *En 1982, lors du conflit, il a fallu choisir un syndicat pour avoir un vrai soutien. J'ai alors sympathisé avec la CGT. Puis, peu à peu, j'ai constaté que les revendications véritables des travailleurs n'étaient pas prises en compte par la CGT.*

Je me suis alors tourné vers la CFDT que j'ai eu l'occasion de juger et je me suis alors aperçu que le mode de fonctionnement de la section était réellement démocratique. Je m'y suis d'ailleurs, depuis lors, totalement investi!

S. B. : *Quand je suis arrivé chez Simca, j'ai dû accepter la carte CFT. Dès que j'ai pu m'en débarrasser, je n'ai pas manqué l'occasion : j'ai adhéré à la CFDT en 1982.*

D. B. : *J'ai eu la carte CFT de 1969 à 1970. J'ai estimé après cette période qu'elle était inutile. Je n'ai plus renouvelé. Avec l'aide d'un contremaître sympa, j'ai réussi, je suis passé P2.*

Il m'a proposé comme régleur, mais mon dossier est revenu de la direction avec avis négatif. Un travailleur immigré ne doit pas être régleur.

De 1978 à 1982, j'ai été espionné et suivi à cause de ma sympathie pour la CFDT. Heureusement, il y a eu 1982 et nous avons pu, nous les immigrés, nous libérer et enfin adhérer au syndicat de notre choix. Nous avons brisé le carcan CSL dans lequel nous étions maintenus.

S. B. : *Beaucoup de travailleurs immigrés adhèrent à la CGT en ignorant le caractère politique de ce syndicat. Il apparaissait comme un syndicat de lutte surtout après juin 1982. Mais à cause des liens que la CGT a avec le Parti Communiste, beaucoup de travailleurs rejoignent maintenant la CFDT.*

Ils sentent bien, ces travailleurs, qu'il est nécessaire de faire un grand syndicat dans lequel on retrouve des Français, des immigrés, des O.S. et des techniciens. C'est comme cela que nous ne serons plus considérés comme des matricules! C'est l'unité qui fait la force de la section CFDT.

D. G. : *Il faut expliquer encore que c'est grâce à la solidarité de tous les travailleurs, français et immigrés. Il faut bien*

avouer que cette solidarité existe plus chez les travailleurs immigrés que chez les Français. Ces derniers se sentent davantage protégés d'où, réflexe d'égoïsme. Il est difficile de faire comprendre aux gens que l'unité est nécessaire pour réagir face aux patrons.

S. B. : *La solidarité entre les immigrés apparaît naturelle et forte pour les Français. Cependant la solidarité n'est pas totale. La direction a tout fait pour diviser les immigrés en donnant des avantages à certains.*

D. B. : *En juin 1982, la solidarité était plus forte car les travailleurs se battaient pour leur dignité. Aujourd'hui, certains essaient d'être bien vus de la direction pour garder leur place. C'est surtout la CSL qui a divisé les travailleurs.*

Dans la section syndicale CFDT-Talbot, on y retrouve toutes les catégories de salariés de l'usine. Des O.S. aux cadres. Des travailleurs de tous les bâtiments de Poissy et Carrières, des Français et des immigrés.

Il n'y a aucun complexe parmi les adhérents quels qu'ils soient. Chacun peut s'exprimer et le fait réellement dans les réunions de la section. C'est cela la démocratie. Il n'y a pas de barrière entre nous, nous sommes des camarades. Le plus gros problème, c'est de s'organiser avec tous les travailleurs qui nous rejoignent depuis le conflit de décembre 1983.

■ Des problèmes se sont posés aux travailleurs pendant le conflit contre les licenciements. En particulier, la présence de deux syndicats combattifs dans la lutte (CFDT et CGT) et l'expression publique de leurs divergences ont pesé négativement dans la grève. Le patronat a, bien entendu, profité de cette division. Aurions-nous pu réaliser l'unité CGT-CFDT?

D. G. : *La seule possibilité de faire l'unité, c'est d'écouter les travailleurs en grève, qu'ils participent aux décisions. Le comité de grève aurait été une réponse. C'est pourquoi la CFDT l'a proposé en décembre 1983.*

S. B. : *Depuis juin 1982, les travailleurs faisaient pleinement confiance à la CGT. Quand la CGT a dit : « il n'y a pas de licenciements », les travailleurs le croyaient. Mais il y a eu l'accord de décembre 1983 et les 1905 licenciements. La confiance envers la CGT était finie.*

■ Dans une situation particulière de conflit, des structures nouvelles se sont mises en place à Talbot-Poissy.

Dès la grève de juin 1982 terminée, la CGT puis la CFDT organisent la mise en place de délégués de chaîne. Ce sont des militants syndicaux qui agissent au plus près des travailleurs sans être investis d'un mandat légal. La taille de l'usine, sa complexité, ainsi que la répression patronale antérieure nécessitent la mise en place de ce réseau de plusieurs centaines de militants.

Des dizaines d'entre eux, non protégés par le Code du Travail, seront alignés dans la liste des 1905 licenciés en décembre 1983. Autre nouveauté : le 4 janvier, des militants de la CGT, en rupture avec leur syndicat, reprennent l'idée de la CFDT et appellent à la constitution d'un comité de grève : 400 grévistes s'y inscrivent immédiatement. Les

affrontements provoqués par la CSL, le lendemain, empêcheront le comité de grève de prendre la direction du mouvement.

Comment les militants de la CFDT conçoivent les rapports entre le syndicat et les délégués de chaîne ou le comité de grève ?

D. B. : *Pour moi, un délégué de chaîne doit être syndiqué. Il est en contact avec les travailleurs sur chaîne pour les défendre, avec l'appui du syndicat. Les membres du comité de grève ne doivent pas tous être syndiqués. Les responsables surtout. Si le responsable du comité de grève est lié à un syndicat, les travailleurs penseront que le syndicat contrôle le comité de grève.*

S. B. : *Dans l'usine, les travailleurs pensent qu'il faut être syndiqué pour les représenter comme délégué de chaîne. Il ne faut pas que les responsables du comité de grève prennent la grosse tête. Le comité de grève est une coordination des grévistes pour que les travailleurs prennent leurs responsabilités en mains.*

J.-P. N. : *En 1982, la CFDT avait déjà proposé un comité de grève. Mais la lutte était dirigée par la CGT. Toutes les décisions étaient prises par la CGT et les propositions de la CFDT étaient vaines. En 1983, cette idée que nous avons reprise ne perçait pas auprès des travailleurs. La CGT combattit aussi cette idée au début du conflit. Elle ne souhaitait pas qu'il existe un arbitre entre les syndicats. Lorsque la CGT ne soutient plus aussi fort la grève, début janvier, le comité de grève se crée et est prêt à devenir le partenaire de la CFDT.*

Des ouvriers français s'expriment

D. H. : *Technicien d'atelier, entré à l'Ecole Technique Simca en 1966 ; travaille à l'outillage presse B5 ; adhérent CFDT depuis un an.*

P. G. : *Serrurier soudeur P2. Entré à l'usine en 1977 ; travaille à l'entretien presse B5 ; adhérent CFDT depuis un an.*

■ Evolution de l'état d'esprit.

D. H. : *Dans mon secteur, six gars sur dix ont fait l'Ecole Technique Talbot.*

(...) Deux cents mètres à faire et tu es aux presses, mais on n'avait peu de contacts directs.

(...) On était une bonne dizaine de l'école à sortir ensemble. Après, nos patrons nous ont divisés, en en mettant un peu dans chaque équipe, en créant des différences : à travail égal, on n'a pas donné des salaires égaux.

(...) Il y a dix ans, on ne parlait pas de syndicats, on ne parlait pas de politique, on était bien payé.

(...) Chez Talbot, il faut voir qu'on a toujours été habitué à être assisté par l'encadrement, par la CSL.

P. G. : *Il y avait partout une surveillance, tout était enregistré, le moindre geste défavorable, la moindre parole en trop, on était tout de suite catalogué.*

(...) Chez Talbot, si tu as une façon de penser différente de la

majorité des gens, ta promotion, tu peux te mettre une croix dessus, même si professionnellement tu est capable.

D. H. : *On était un secteur plus ou moins privilégié par rapport au chômage technique ; quand il y avait cinq jours de chômage dans un mois, on en faisait un, deux ou trois maximum pour nous ménager. On nous a fait venir alors qu'il n'y avait pas de travail.*

■ La grève de juin 1982.

D. H. : *Pendant la grève de 1982, il était clairement dit que les Bougnouls, ils nous faisaient chier.*

(...) Ce qui a été très mal accepté, c'est pas tant la grève, c'est tout le folklore qu'il y a eu : des gens avec des tam-tam, des gens déguisés...

P. G. : *Si ça avait été des Français qui occupaient l'usine, on aurait sorti des cartes, joué au Tarot...*

D. H. : *Il est toujours difficile d'accepter des gens qui sont différents de soi.*

■ La grève de décembre 1983.

D. H. : *Des gens disaient : on ne va pas se laisser commander par des Bougnouls.*

P. G. : *Dans mon secteur, ils ne se sentaient pas concernés par les licenciements : qu'ils se débrouillent entre eux.*

(...) Je connais un Français au montage qui ne se sentait pas concerné. Pour lui, c'était un problème uniquement immigré. Pourtant, il a été licencié et quand j'en ai parlé, tout le monde est tombé des nues... Pourtant c'était un Français !

(...) Il y a eu 400 Français licenciés, mais les médias en ont fait un problème immigré seulement et, même dans la boîte, les gens n'en étaient pas conscients.

D. H. : *Tant que les gens ne se sentent pas concernés, ne sont pas touchés directement, ils n'osent pas se lancer. La masse immigrée qu'on met toujours en avant fait peur.*

(...) Les gens ont réagi par rapport aux médias, par rapport à l'encadrement, par rapport à la façon de penser de la boîte.

(...) Quand on leur a dit certaines choses, ils ne cherchent pas si c'est la vérité, ils croient ce qui les arrange, pour préserver leur petit bien-être, leur petite augmentation...

P. G. : *On laisse les autres faire, s'ils gagnent quelque chose, on va les mettre dans les poches quand même. Quelques-uns vont au casse-pipe et, après, on ramasse ce qu'il y a à ramasser. C'est ça la mentalité de certains.*

D. H. : *La majorité des gens s'occupaient peu du conflit, mais dès l'instant qu'on leur agite un épouvantail, qu'on dit que, du fait des grèves, on met des gars au chômage, que la boîte va fermer, là, ils se sentent concernés !*

(...) Dans un premier temps, les gens s'informaient par la télévision et ils ont eu une vision déformée des choses : on a fait des généralités d'aspects ponctuels, alors il y a eu une incompréhension, un rejet des grévistes, des bougnouls, des syndicats.

(...) Dans l'après-conflit, les gens réfléchissent, il y a des discussions. Beaucoup de gens se disent : « la prochaine vague de licenciements, on sera dedans... »

Le retour au pays, seule issue possible ?

■ Les participants à cette interview sont les mêmes que pour celui qui portait sur le comité de grève.

S. B. : Après le 17 décembre — annonce des 1905 licenciements — les gens ont vu que la décision tombait du ministre du Travail, du Premier ministre, avec une certaine complicité de la CGT. C'est là que l'idée a pris connaissance.

D. B. : Les médias ont gonflé un peu plus cette idée.

S. B. : C'est quatre dissidents CGT qui l'ont développée : puisque c'est comme ça, qu'on nous donne nos droits et on rentre chez nous. Ça a été repris parce que c'était le désespoir : même si on n'est pas licencié aujourd'hui, avec la robotique, on sera touché aussi, il vaut mieux préparer le terrain pour le retour.

D. B. : Deux portes se sont fermées : le Gouvernement, la CGT. La seule sortie qui leur restait était le retour.

S. D. : Ça a pris cette importance à cause de la division entre la population immigrée et la population française. Cela s'est perçu au début du conflit quand une majorité a dit : on ne manifeste pas dehors sinon les gens vont dire : « voilà encore les immigrés qui défilent, qui bloquent les autoroutes... »

D. B. : Les immigrés ont vu que le racisme augmentait, que Le Pen gagnait des voix. Quand ils n'ont plus l'espoir, ils pensent à rentrer chez eux.

S. B. : Le retour, ce n'est qu'un rêve, un espoir. On est dans un sable mouvant : plus on bouge, plus on s'enfoce. Si les contraintes morales, physiques devenaient trop fortes, alors effectivement le seul recours serait le retour.

(...) Quand on demande des garanties du gouvernement français sur les conditions du retour dans notre pays, il dit qu'il ne veut pas s'ingérer dans les affaires d'un autre pays. Pourtant quand on y voit des gens crever de faim et qu'on lui vend des chars et des Mirage, alors que les paysans français ne peuvent pas vendre leurs produits, c'est bien une ingérence !

(...) On ne peut faire confiance à la diplomatie entre gouvernements. Seuls les syndicats défendent les intérêts des travailleurs y compris de ceux qui désireraient retourner dans leur pays.

(...) Quand on parle avec les gens, ils ne souhaitent pas réellement partir. D'ailleurs maintenant ils parlent moins de rester.

D. G. : Le retour au pays, à Talbot aujourd'hui, c'est 114 personnes.

Français, immigrés, face-à-face... ou face à la crise ?

■ A Talbot...

S. B. : Au B3, il y a peu de Français. Il y en a quelques-uns qui cherchent à nouer des discussions, d'autres sont indifférents. Pour les autres, il y a un blocage.



D. B. : Au B2 et au B1, c'est très difficile de discuter. J'ai parlé avec deux contremaîtres, ils savent bien qu'un jour ou l'autre, les Français vont être touchés, mais ils n'essaient pas de faire les premiers pas vers les revendications des immigrés.

S. B. : Il y a peu de Français qui participent à la lutte à Talbot. Ils sont souvent fatalistes, résignés : le patron gagnera toujours.

(...) A chaque fois qu'il y a des licenciements, on parle du problème immigré. Si on parlait uniquement du problème travailleur, il n'y aurait pas ce phénomène de rejet.

■ ... et ailleurs.

S. B. : Les immigrés sont les boucs émissaires.

D. B. : On entendait partout : en France, il y a deux millions de chômeurs, deux millions d'immigrés...

S. B. : Il faut être immigré pour savoir ce qu'on supporte. Tu fais semblant de ne pas voir, de ne pas entendre. Tu refoules ton honneur, ta dignité. Tu te sens rejeté...

D. G. : Je suis Français, je suis plutôt brun et j'avais les cheveux assez frisés quand j'étais plus jeune... J'ai, moi aussi, subi des agressions.

S. B. : Si les immigrés rentraient à 100 % chez eux, ce serait une catastrophe économique...

D. G. : Je vois très mal la France se séparer des immigrés. Je vois mal les assurances sociales, les caisses de retraite fonctionner sans l'apport des travailleurs immigrés.

D. B. : Pas de travail en France, pas de travail dans notre pays. Pour y avoir un emploi, il faut connaître l'arabe et nos

enfants ne parlent souvent que français. On se trouve entre la terre et le ciel : ici le racisme, le chômage, là-bas la misère peut-être...

(...) A quinze jours d'intervalle, Le Pen passe deux fois à la télé. On devrait pouvoir, nous aussi, répondre. On ne comprend pas le gouvernement.

S. B. : *Le dossier immigration est sur le bureau de Georgina Dufoix depuis plusieurs mois. Il se trame quelque chose.*

D. B. : *Le gouvernement n'ose pas dire qu'il a quelque chose à régler avec les immigrés, alors il laisse les autres faire. Il se cache derrière une partie de la population.*

(...) Il y a de plus en plus d'interventions de CRS dans les foyers. Le gouvernement dit qu'il défend les droits de l'homme, mais dans les faits...

S. B. : *Mettre en avant le problème immigré, cela divise les travailleurs qui ont à lutter ensemble contre le chômage.*

D. G. : *Heureusement qu'aujourd'hui les immigrés luttent, relèvent la tête, car ce sont tous les travailleurs qui vont être touchés par la crise.*

De FO à la CFDT.

M. L. : Adhérent CFDT depuis juin 1983. Travailleur immigré. Travaille au B2.

■ *Tu as rejoint la CFDT depuis juin 1983. Auparavant, tu étais adhérent FO. Peux-tu exposer les raisons qui t'ont conduit à quitter FO ?*

M. L. : *Oui. Tout d'abord, ce que je trouvais inadmissible, c'est que les délégués FO avec lesquels j'étais en contact ne travaillaient jamais et bénéficiaient apparemment de la protection de la direction.*

D'autre part, certains d'entre eux n'hésitaient pas à tenir en ma présence des propos racistes et de façon permanente, ce qui m'était insupportable.

De toute façon, FO n'a jamais été le porte-parole des travailleurs immigrés chez Talbot et, d'une manière générale, ce syndicat n'est pas du tout actif.

Je constate aussi aujourd'hui que lorsque j'étais à FO, j'obtenais facilement trois prêts sociaux par an. Maintenant, je n'ai droit qu'à un seul dans l'année, ce qui prouve bien la discrimination qu'entretient la direction entre les syndicats qui la servent et ceux qui défendent vraiment les travailleurs.

■ *Et pourquoi avoir quitté FO pour la CFDT ?*

M. L. : *J'ai décidé d'adhérer à la CFDT parce que, après réflexion, je me suis aperçu que ce syndicat est celui qui est le plus proche de mes idées et le plus proche de tous les travailleurs.*

Je savais déjà, au moment où j'avais décidé d'adhérer à la CFDT, que les délégués CFDT n'hésitent pas à intervenir quand on a besoin d'eux et que l'on peut vraiment compter sur eux.

■ *Tu as décidé de te présenter sur la liste CFDT aux*

élections des Délégués du personnel du 8 mars. Qu'est-ce que cela représente pour toi ?

M. L. : *Cela représente la preuve de mon engagement et de la confiance que je porte à la CFDT.*

■ *Tu as participé au conflit contre les licenciements avec la section CFDT Talbot. Peux-tu me dire quelle est ta position par rapport à ce conflit ?*

M. L. : *Je pense que le conflit constituait la seule réplique possible au projet de licenciement de la direction.*

■ *Que penses-tu des dissidents CGT qui sont allés à FO ?*

M. L. : *Je suis très surpris du comportement de ces personnes, car certaines d'entre elles me critiquaient lorsque j'étais à FO en disant à cette époque que FO était un syndicat raciste et donc contre les travailleurs immigrés, propos avec lesquels je suis tout à fait d'accord aujourd'hui ; d'ailleurs, des militants FO se trouvaient parmi les gens qui nous ont agressés le 5 janvier ; alors aujourd'hui, je ne comprends par leur attitude.*

Peut-être que ces gens-là défendent des intérêts personnels qui n'ont rien à voir avec la défense de leurs camarades immigrés.

De la CGT à la CFDT.

M. M., essayeur de l'atelier D2, militant actif CGT depuis juin 1982, a décidé après le conflit d'adhérer à la CFDT. Travailleur algérien.

■ *Pourquoi as-tu décidé de quitter la CGT pour la CFDT ?*

M. M. : *Pendant la période de chômage technique, la CGT n'a pas été assez ferme et quand est venu le temps des licenciements, son comportement n'a pas changé.*

A la CGT, c'est le bureau qui décide. C'est-à-dire quinze personnes maximum. Ce n'est donc pas la démocratie !

En plus, pendant le conflit, la CGT attaquait sans arrêt la CFDT. Je ne comprends pas cette attitude. Avec environ vingt camarades de la CGT, nous avons décidé de rejoindre la CFDT. C'est ce que j'ai fait.

■ *Pourquoi, à ton avis, les autres camarades n'ont pas comme toi rejoint la CFDT, comme ils l'avaient décidé ?*

M. M. : *Justement, je ne comprends pas, après la décision commune, que quelques camarades, trois ou quatre, aient décidé de réfléchir encore et que, petit à petit, ils sont allés vers FO. Je dis, c'est anormal de rejoindre FO pour un militant de gauche. Je me dis qu'ils doivent avoir des intérêts personnels en jeu, des privilèges peut-être...*

Au lieu d'aller à FO, j'avais proposé qu'ils restent à la CGT. Mais probablement qu'ils cherchent à être des vedettes. Mais pendant qu'ils y étaient, ils auraient pu aller à la CSL.

C'est pas bon ça peut casser le mouvement des ouvriers ! Je suis sûr que les travailleurs les rejeteront.

Il n'y a pas un immigré chez Renault ou Citroën qui ait une carte de FO. La carte FO, c'est pas une carte pour les immigrés !

Les élections des délégués du personnel

Le 8 mars se dérouleront les élections des Délégués du Personnel. Chacun d'entre nous doit mesurer le formidable enjeu qu'elles constituent.

Les grandes manœuvres ont d'ailleurs commencé!

La Direction Talbot s'est engagée à fond et elle semble avoir changé son fusil d'épaule.

Comme à Saint-Etienne en 1973, après l'intrusion des commandos fascistes CSL dans les ateliers, il semble qu'elle veuille tirer un bilan négatif de ce qui s'est passé à Poissy le 5 janvier.

Il faut admettre que l'alliée fidèle de la Direction a fait étalage de tant de violence et montré au grand jour, de façon imbécile d'ailleurs, sa véritable nature fasciste et raciste, qu'il y a vraiment de quoi avoir peur!

Alors, elle va tenter de l'affaiblir en « tirant » FO (version CSL humanisée).

C'est ainsi que la Direction profite de la lassitude, compréhensible d'ailleurs, de quelques travailleurs immigrés qui sont en train de déposer les armes et qui quittent la CGT pour « passer » à FO.

Nous savons que la Direction a tout fait pour favoriser cette « union contre nature » de travailleurs immigrés avec une organisation dont certains de ses membres étaient présents devant le B.3 pour jeter les boulons sur les grévistes et pour hurler les slogans racistes!

Nous voulons dire à ces travailleurs qu'ils se trompent en ne recherchant par leur démarche, que des avantages individuels ou pour essayer de jouer aux petits chefs!

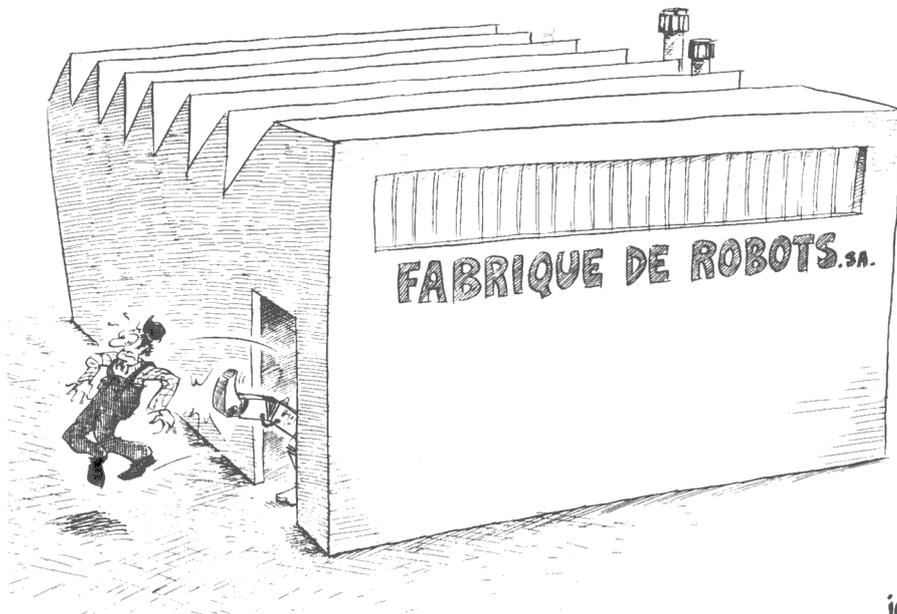
Nous sommes certains qu'ils se rendront compte par eux-mêmes et très vite qu'ils se sont trompés.

La section CFDT de Talbot n'a pas à déplorer de départs de tels transfuges. Au contraire, nous avons accueilli un très grand nombre de travailleurs non syndiqués ou syndiqués à la CGT ou à FO!

C'est une indication qui ne trompe pas!

Les travailleurs qui nous rejoignent nous disent pourquoi :
Ils adhèrent ou viennent militer avec le syndicat qui se bat!

Nous espérons que ce critère sera celui qui primera le 8 mars!
**ET QUE NOMBREUX SERONT CEUX QUI AURONT VOTE
POUR LE SYNDICAT QUI SE BAT!...**





Aux Amis Mous de Talbot

Je sais bien que les suppressions d'emplois se multiplient partout. Ce qui se passe chez Talbot illustre la volonté nationale de se débarrasser des travailleurs, c'est pourquoi je tiens à manifester mon soutien à votre refus de tout licenciement.

La réduction massive du temps de travail constitue la seule réponse possible au chômage, c'est pourquoi je suis moi-même décidé à engager l'action comme vous, dans ma propre entreprise, pour obtenir les 35 heures.

Je suis d'accord pour que vous remettiez cette carte à la Direction du Groupe Peugeot et aux Pouvoirs Publics pour qu'ils comprennent que vous n'êtes pas isolés.

Bon courage et recevez mes salutations
A REDON le 20.12.83
Nom: BOUAY Prénom: Pierre
Signature

Section CFDT TALBOT
12 boul. Lemelle
78300 POISSY

- Pour l'envoi de brochures :
 - Pour des informations complémentaires :
- CONTACTEZ :

l'UNION DEPARTEMENTALE CFDT DES YVELINES
8, rue Saint-Simon
78000 VERSAILLES
☎ 951.25.69

Cette brochure a été réalisée à partir de discussions avec des travailleurs de TALBOT et d'une analyse de la section CFDT TALBOT, en liaison avec le Syndicat Métaux et l'Union Départementale des Yvelines.

Elle est distribuée à tous les salariés de TALBOT et diffusée à tous ceux qui se sentent concernés par leur action.

*Nous remercions J.-F. BATELLIER (38, rue Cabanis, 75014 Paris)
qui nous a prêté quelques-uns de ses dessins, dont certains encore inédits.*

Prix de soutien minimum : **10 F**

Supplément à *Yvelines en lutte* n° 112 - Février 1984. N° ISSN 02477327 - N° commission paritaire 51D73 - Gérant Albert Hude

Imprimerie EDIT 71, 22, rue d'Annam, 75020 636.89.09

Photocomposition SEQAL, 1, rue des Gâtines, 75020 797.79.12